VIAVOICE
MIEUX COMPRENDRE POUR INVENTER DEMAIN

Fondation Jean Jaurès

LA REVUE CIVIQUE

L'Observatoire de la Démocratie

Viavoice - Fondation Jean Jaurès – *La Revue Civique*

France Inter – LCP – Presse Régionale

Septembre 2016

Viavoice Paris. Études conseil stratégie
9 rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90
www.institut-viavoice.com
François Miquet-Marty, Jean-Philippe Moinet
et Aurélien Preud'homme

Sommaire

4. Synthèse des enseignements

10. État des lieux de la démocratie en France
11. L'attachement à la démocratie
12. Le fonctionnement actuel de la démocratie
14. Les aspects positifs de la démocratie française
15. Les aspects négatifs de la démocratie française
16. Les risques à court terme pour la démocratie
18. Le temps démocratique
19. Les acteurs pour promouvoir la démocratie
20. Le rôle des médias pour la démocratie

21. Les institutions et l'équilibre des pouvoirs
22. Les institutions à réformer
23. Les modalités de réforme des institutions
24. Le cumul des mandats
25. Limiter le nombre de parlementaires
26. Le mandat présidentiel

27. Le vote et l'abstention, les Primaires
28. La fréquence du vote
30. L'adhésion au principe des Primaires
31. Primaires et débats d'idées

32. L'engagement, la démocratie participative et la démocratie directe
33. L'engagement civique et politique
34. Le recours au référendum

35. Les attentes prioritaires pour demain
36. Les attentes pour 2017
37. Les réformes utiles à la démocratie
39. Les réformes importantes pour soi
41. Bilan : Palmarès des réformes attendues

Modalités de réalisation

Sondage réalisé par Viavoice pour La Fondation Jean Jaurès et *La Revue Civique*, avec comme partenaires médias France Inter, LCP et la Presse Régionale.

Interviews effectuées en ligne, du 5 au 9 septembre 2016, auprès d'un échantillon de 1 006 personnes, représentatif de la population de 18 ans et plus, résidant en France métropolitaine.

Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession de la personne de référence au sein du foyer, région et catégorie d'agglomération.

Les rappels mentionnés dans ce rapport sont issus de la précédente vague de l'Observatoire de la Démocratie, réalisée du 11 au 16 avril 2014.

Les résultats détaillés selon la proximité partisane des personnes interrogées, présentés dans ce rapport d'étude, sont issus de la question suivante : « *Indépendamment des élections, de quel parti politique vous sentez-vous le plus proche ou disons le moins éloigné ? LO ou le NPA, le Front de gauche (Parti communiste ou Parti de gauche), le Parti socialiste, Europe Écologie Les Verts, le MoDem (Mouvement Démocrate), l'UDI, Les Républicains (LR), Debout la France, le Front national, un autre parti, je ne me sens proche d'aucun parti, non réponse* ».

Les « sympathisants de gauche » correspondent à toutes les personnes ayant répondu LO ou le NPA, le Front de gauche, le Parti socialiste ou Europe Écologie Les Verts à cette question.

Les « sympathisants de droite et du centre » correspondent à toutes les personnes ayant répondu le MoDem (Mouvement Démocrate), l'UDI, Les Républicains (LR) ou Debout la France à cette question.

La notice technique détaillée de cette enquête est consultable sur le site Internet de Viavoice ainsi que sur le site Internet de la Commission des sondages : www.commission-des-sondages.fr

V Synthèse des enseignements

Synthèse des enseignements (1/5)

Des Français (un peu) plus satisfaits de la démocratie, mais très inquiets et exigeants pour l'avenir

Peut-on dire que la démocratie française fonctionne mieux depuis deux ans ?

En dépit (ou à cause) des attentats répétés subis depuis janvier 2015, des tensions communautaires, des tensions sociales (autour de la Loi travail aussi) de la montée de l'extrême-droite et des divisions au sein de la majorité comme de l'opposition, il se trouve une part - certes toujours minoritaire – mais croissante de Français à trouver que notre démocratie fonctionne bien (36 %), en hausse de 6 points depuis avril 2014.

Comment expliquer ce léger phénomène de regain de satisfaction? D'abord, c'est que révèle aussi cette étude, par une prise de conscience citoyenne de la valeur de la démocratie, de sa fragilité et de l'impérieuse nécessité de la défendre.

Ensuite par une volonté d'engagement citoyen croissant, via de nouvelles formes de participation citoyenne (pétitions en ligne, occupation de l'espace public, mouvements hors partis, Primaires), le « peuple » au pluriel réagissant, défendant ses droits, faisant valoir sa parole, en dehors des rendez-vous électoraux habituels.

Enfin par de nouvelles exigences : loin de se satisfaire de la situation actuelle, les Français revendiquent pour l'avenir, et pour 2017 en particulier, des réformes ambitieuses. Pour faire évoluer une démocratie qui serait à la fois plus moderne, plus citoyenne, participative et exemplaire.

Face à l'idée que la démocratie est en danger (pour 72 % des Français), la volonté de la défendre et de remédier aux problèmes actuels

L' « esprit du 11 janvier » n'est peut-être pas tout à fait éteint. Il reste, en tout cas, vigilant : en dépit des difficultés de l'État à faire face à la menace terroriste, des débats récurrents sur l' « Etat de droit » et des désillusions politiques, les Français restent – on pourrait dire viscéralement – attachés à la démocratie et à ses valeurs : **91 % d'entre eux déclarent ainsi que la démocratie est importante pour eux**, voire « très importante » pour 61 % des répondants.

Ils restent, également, très vigilants et inquiets : **72 % de nos concitoyens pensent que la démocratie pourrait être remise en cause dans les années à venir**, avec la vision d'une menace portée tout à la fois par l'extrémisme politique, l'intégrisme religieux et un divorce croissant entre les citoyens et leurs représentants.

Face à ces menaces plurielles, l'opinion publique n'est pas à court de solutions et de réformes envisagées. Qu'elles soient institutionnelles, électorales ou liées à de nouvelles formes d'engagement politique, elles visent les mêmes buts : **rapprocher le citoyen de la démocratie en même temps que les citoyens entre eux** (« refaire société »), encadrer la pratique politique, et encourager un dialogue presque permanent entre le « peuple » et les institutions qui le représentent.

Synthèse des enseignements (2/5)

La volonté de répondre à trois « crises » démocratiques majeures

En dépit de l'intensification du sentiment démocratique, l'étude fait ressortir la persistance de trois « crises » démocratiques dans notre pays.

1/ Le vote, un « automatisme » pour seulement un Français sur deux (52 %)

La première « crise » est électorale: **les électeurs les plus assidus au vote** (c'est-à-dire déclarant voter à toutes les élections) **ne représentent ainsi plus qu'un Français sur deux (52 %),** contre 29 % d'électeurs plutôt assidus (participant à au moins 3 élections sur 4), 9 % d'électeurs occasionnels (une élection sur deux ou moins) et au moins 5 % d'abstentionnistes à toutes les élections.

On observe également que ces électeurs très assidus sont minoritaires chez certaines catégories de population : les « plus jeunes » (jusqu'à 35 ans) et les catégories populaires, qui sont aussi les catégories de Français considérant le moins, aujourd'hui, que la démocratie « fonctionne bien ».

2/ Parlement et gouvernement en perte de reconnaissance démocratique

La deuxième « crise » est celle de la représentation : alors que le Parlement représente la Souveraineté nationale, vote les lois comme il contrôle le gouvernement en son nom, les citoyens souhaiteraient **réformer en priorité ces institutions : le Gouvernement** pour 46 % d'entre eux, **le Sénat comme l'Assemblée nationale** pour 44 %, loin devant la Présidence de la République ou les collectivités locales, qui ont été les institutions les plus réformées ces dernières années : lois de décentralisation, quinquennat, limitation du mandat présidentiel à deux ans, etc.

Surtout, les réformes institutionnelles souhaitées vont essentiellement vers une diminution du pouvoir des Assemblées (surtout du Sénat, pour 43 % des Français) et vers une **forte clarification de leur rôle autour de missions bien définies** (43 % et 44% souhaitent une clarification pour les rôles de la Présidence de la République et du Gouvernement). La réforme du mode de scrutin est également largement appréciée, comme un élément d'amélioration de la démocratie représentative, le clivage gauche-droite n'étant pas toujours reconnu comme représentatif.

Plus globalement, la volonté de multiplier les référendums et les consultations publiques, de limiter le nombre de parlementaires, voire de raccourcir les débats parlementaires, montre une disposition de moins en moins évidente des citoyens à l'idée de se faire représenter systématiquement par leurs élus, préférant **l'expression d'une démocratie plus directe.**

3/ En dépit des Primaires, des partis politiques de plus en plus dépassés

Enfin, la troisième « crise » est liée au rejet d'un **système politique jugé trop partisan** : à l'heure où les principaux appareils politiques (PS et LR notamment) connaissent des divisions internes fortes, les Primaires ne sont pas perçues comme la réponse la plus évidente à la crise du politique que traverse le pays.

Synthèse des enseignements (3/5)

Ainsi, seuls 34 % des Français pensent que les élections primaires « renforcent la démocratie ». Une opinion s'appuyant sur deux critiques majeures :

- Le constat que les Primaires « encouragent surtout les oppositions de personnalités » pour 59 % de Français, contre seulement 27 % qui pensent qu'elles « favorisent le débat d'idées au sein d'une famille politique » ;

- Mais aussi le sentiment que les élections primaires favorisent les grands partis, seuls à avoir les moyens de les organiser et de les financer (pour 68 % des personnes interrogées).

Face à ces problèmes bien identifiés (abstention, crise de la représentation, rejet d'un système trop partisan), l'opinion publique n'est toutefois pas démunie et envisage des solutions ambitieuses pour l'avenir.

Premier registre de solutions : une démocratie plus directe et participative

La volonté d'une démocratie plus directe, plus « citoyenne », ressort à travers la popularité très forte d'un certain nombre de réformes :

- **Le recours plus fréquent au référendum**, d'abord : alors que le dernier en date au niveau national a eu lieu en 2005 (sur la Constitution européenne), une majorité de Français (55 %) pensent que « multiplier » les référendums serait utile à la démocratie, en particulier **sur des thèmes assez inattendus :** l'aménagement du territoire (64 %), les politiques sociales (63 %), l'éducation et la santé (62 %) ou encore les décisions de la France dans l'Union européenne (58 %). Ce désir de référendum n'est pas généralisé à tous les enjeux : en matière de sécurité et de justice, de politique économique et budgétaire ou encore de politique étrangère ou de Défense, seule une minorité de Français pense que les électeurs devraient être davantage consultés, affirmant à l'inverse que ces décisions relèvent des responsables politiques en priorité ;

- **Le recours à des référendums d'initiative populaire**, introduit dans la Constitution française en 2008 mais très encadré et encore jamais utilisé, est aussi plébiscité par les trois quarts des Français (75 %) ;

- **Le recours plus fréquent à de simples consultations,** notamment en ligne (71 %) est également considéré comme **un bon moyen de régénérer la démocratie** en utilisant les outils numériques pour favoriser l'expression citoyenne.

Enfin, 63 % des personnes interrogées pensent que donner plus de pouvoir aux collectivités locales serait utile pour la démocratie, à travers l'idée qu'une démocratie plus directe est aussi plus proche des citoyens sur le plan géographique.

Synthèse des enseignements (4/5)

Deuxième registre de solution : mieux contrôler les élus et les institutions

En même temps que les citoyens souhaitent participer davantage à la prise de décision, ils souhaitent également, pour une large majorité d'entre eux, mieux contrôler leurs élus.

Parmi les mesures attendues, **le non-cumul des mandats est considéré comme prioritaire** : avec 78 % des Français déclarant qu' « imposer aux élus de ne détenir qu'un seul mandat à la fois » serait utile à la démocratie, **cette mesure apparaît même comme la plus importante et la plus attendue aux yeux des Français.**

Dans le détail, ils sont par ailleurs 83 % à être favorable à la loi de 2014 interdisant le cumul d'un mandat parlementaire avec un mandat exécutif local, qui rentrera en vigueur lors des prochaines élections législatives, et même 74 % à souhaiter aller plus loin en « interdisant tout cumul de mandats, quel qu'il soit ».

Mais le « contrôle » de l'action des institutions comporte également d'autres mesures appréciées :

- **La limitation du nombre de parlementaires** est ainsi jugée souhaitable par 86 % des personnes interrogées, et 83 % affirment d'ailleurs qu'une telle mesure permettrait d'améliorer l'efficacité du travail parlementaire ;

- Enfin, 64 % des Français pensent qu'il serait utile pour la démocratie de « permettre à une assemblée de citoyens de démettre des élus », accordant ainsi au peuple un réel pouvoir de contrôle, au même titre que l'Assemblée nationale vis-à-vis du gouvernement.

Troisième registre de solutions : « Refaire société »

Le dernier registre de solution mis en avant par les Français est d'ordre plus sociétal : il consiste à une **réappropriation du débat public par les citoyens.**

Cette volonté, exprimée par les attentes de référendums et de consultation, fait aussi écho à de nouvelles formes de participation citoyenne, nées en dehors des partis et qui se sont multipliées ces dernières années : manifestations civiques de janvier 2015, « Nuit debout », pétitions en ligne (contre la loi Travail), « mouvements » se positionnant en dehors des partis traditionnels comme « En marche » ou « La France insoumise », etc.

Dans ce contexte, **six Français sur dix (60 %) pensent qu'il serait utile de promouvoir l'engagement politique citoyen en dehors des partis traditionnels**.

Par ailleurs, si seuls 15 % des Français envisagent de militer dans un parti politique, 32 % pourraient participer à un mouvement politique hors parti, et 37 % militer dans une association, une ONG ou un syndicat, posant la question d'une meilleure reconnaissance de ces organisations sur le plan institutionnel.

Synthèse des enseignements (5/5)

Bilan : vers une (Vième) République, participative et encore plus décentralisée ?

Vers quoi, finalement, nous mèneraient ces réformes attendues par les Français, prises dans leur ensemble ? Quel type de régime démocratique dessinent-ils à travers leurs aspirations pour demain ?

Tout d'abord, il apparaît nettement que le débat national plus que bicentenaire entre régime parlementaire (IIIe et IVe Républiques) et régime présidentiel ou semi-présidentiel (IIe et Ve Républiques) ne parle plus à nos concitoyens.

Avec le rejet croissant des appareils partisans, avec la volonté citoyenne d'influencer directement les décisions politiques, le système représentatif n'est plus considéré, aujourd'hui, comme un idéal. Et ce rejet comprend tout autant le régime parlementaire, que certains souhaiteraient réaffirmer en donnant plus de pouvoir au Parlement, qu'un régime plus présidentiel, légiférant par ordonnances ou court-circuitant le Parlement (49-3) pour gagner en « efficacité ».

Face à ces débats, l'opinion publique affirme au contraire le souhait d'une **République plus citoyenne et participative**, où la souveraineté populaire s'affirmerait tout autant sur le plan législatif (référendums) que par un pouvoir de contrôle et d'encadrement de ses représentants : des missions et des compétences mieux définies, des mandats uniques, voire même la possibilité de les révoquer.

Dans ce modèle démocratique plus direct souhaité par les Français, les collectivités locales joueraient également pleinement leur rôle, apparaissant comme des centres de décision plus proches du citoyen.

Cette démocratie, citoyenne et décentralisée, est finalement un modèle où le citoyen se réapproprie l'espace public et le débat politique en continu, et non plus à intervalle régulier en portant au pouvoir et en défaisant des majorités.

Ces exigences, essentielles pour demain, apparaîtront sans nul doute au cours de la campagne, ou « des campagnes » à venir (Primaires, présidentielle, législatives).

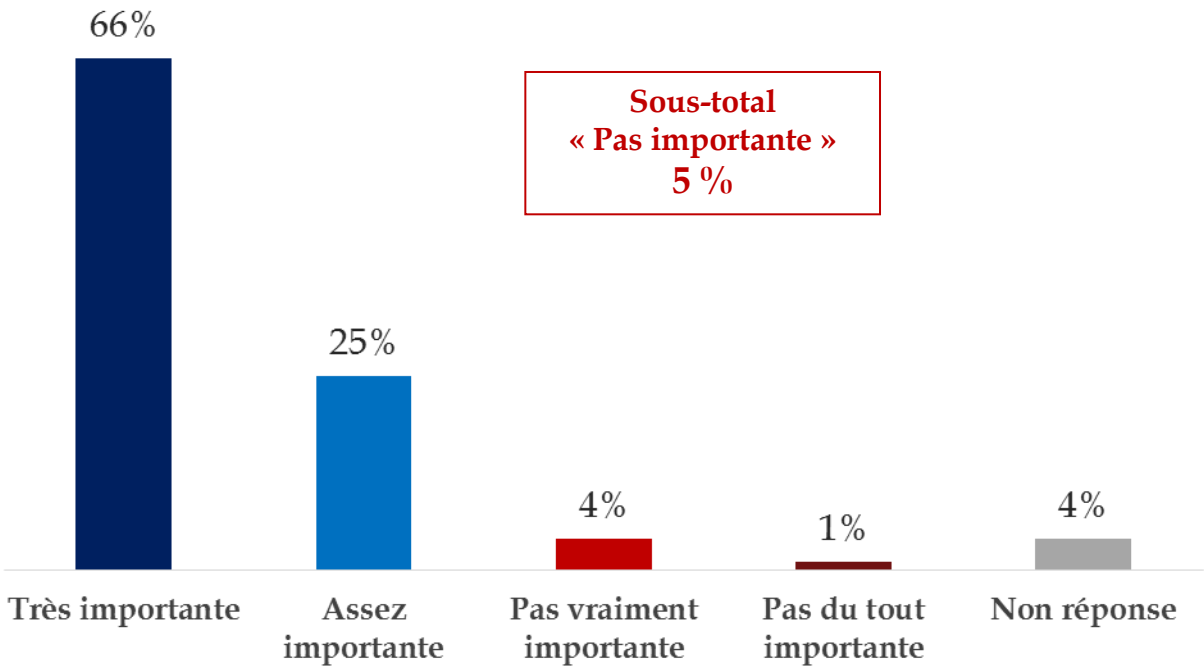
Mais au-delà du seul débat politique, elles apparaissent surtout comme l'espoir d'une **réappropriation de la politique par une société certes blessée**, certes fracturée par les différentes menaces auxquelles elle doit fait face, mais **également mobilisée et en attentes de solutions collectives pour demain.**

État des lieux de la démocratie en France

L'attachement à la démocratie

À titre personnel, diriez-vous que la démocratie est très importante, assez importante, pas vraiment importante ou pas du tout importante pour vous ?

Sous-total « Importante »
91 %



Sous-total « Pas importante »
5 %

Base ensemble : 1006 personnes

Le fonctionnement actuel de la démocratie

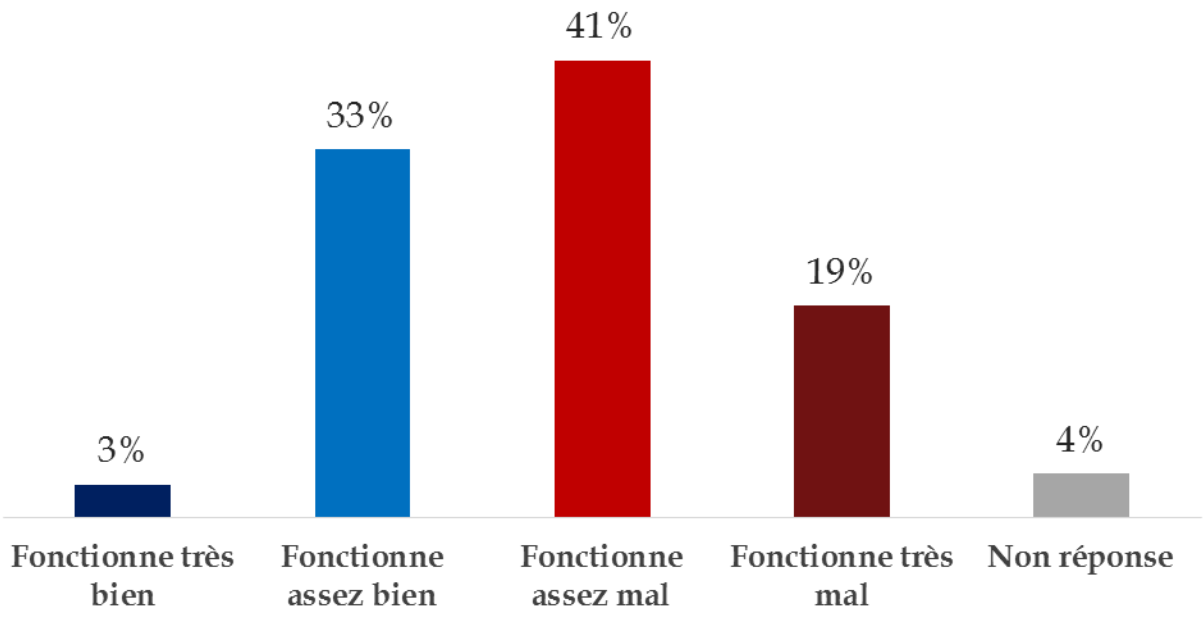
Actuellement en France, diriez-vous que la démocratie... ?

Sous-total « Fonctionne bien » 36 %

Rappel avril 2014 : 30 %

Sous-total « Fonctionne mal » 60 %

Rappel avril 2014 : 64 %



Base ensemble : 1006 personnes

Le fonctionnement actuel de la démocratie - ventilations

Actuellement en France, diriez-vous que la démocratie... ?

En %	Sous-total « Fonctionne bien »	Sous-total « Fonctionne mal »	Non réponse	*Total*
Ensemble	**36**	**60**	**4**	**100**
18-24 ans	**26**	67	7	100
25-34 ans	**30**	64	6	100
35-49 ans	36	61	3	100
50-64 ans	**40**	59	1	100
65 ans et plus	**43**	55	2	100
Catégories aisées (CSP+)	**47**	51	2	100
Catégories populaires (CSP-)	**26**	70	4	100
Sympathisants de gauche	**56**	44	-	100
Sympathisants de droite et du centre	**45**	53	2	100
Sympathisants Front national	**14**	85	1	100

Les aspects positifs de la démocratie française

Selon vous, quelles sont **toutes les choses qui vont dans le bon sens** pour la démocratie en France ? *(Question ouverte, réponses spontanées)*

23 %

Les élections régulières, le droit de vote

« Élection au suffrage universel » ; « La consultation du peuple par les élections » ; « La possibilité pour chacun de choisir ses représentants au Parlement, à la région, au département et à la commune. »

20 %

Les libertés fondamentales respectées : la liberté d'expression, la liberté de la presse, la pluralité des médias

« La liberté d'expression, la liberté de penser » ; « La liberté de parler et d'écrire »
« La diversité de la presse » ; « Dire tout ce que l'on pense sans avoir la crainte de passer en justice »

14 %

Les libertés fondamentales respectées : liberté de circuler, de culte, de manifester, de faire grève, d'entreprendre

« Nous sommes libres » ; « Les libertés individuelles » ; « La liberté de circuler » ; « Le droit de grève »
« Les libertés ne sont pas menacées, nous avons droit à la parole et la majorité n'a pas toujours raison. »

8 %

Les institutions républicaines et les services publics : école, services sociaux et de santé, justice, forces de l'ordre…

« Justice, police, éducation » ; « Les aides sociales » ; « L'école obligatoire et laïque pour tous les enfants »
« Indépendance de la justice » ; « L'accessibilité des mairies et la disponibilité des fonctionnaires »

8 %

Le système politique, la séparation des pouvoirs et le respect des lois

« La République fonctionne » ; « Le plein respect des règles et des lois régissant la France »
« Le régime de République parlementaire » ; « Le système électoral, la séparation des pouvoirs »
« On a des droits que l'Etat fait respecter » ; « Malgré toutes les inégalités qui restent, il est tout de même possible de s'exprimer, de choisir nos élus selon nos vœux et la loi est respectée »

5 %

Les mobilisations, la participation des citoyens : grèves, manifestations, pétitions, réseaux sociaux, primaires, nouvelles formes de mobilisation…

« Toutes les actions de participation des citoyens » ; « Les réseaux sociaux permettent encore de faire circuler les pensées » ; « De plus en plus de mobilisation pour une action participative »

4 %

La pluralité des partis politiques, l'opposition, les alternances

« Bonne présence des oppositions politiques » ; « Pluralisme politique »
« Un débat public vigoureux » ; « La répartition du temps de parole » ; « Tous les partis politiques peuvent s'exprimer. Toutes les organisations syndicales peuvent exister et se faire entendre. »

Rien / Ne sait pas : 45 %

Les aspects négatifs de la démocratie française

Selon vous, quelles sont **toutes les choses qui vont dans le mauvais sens** pour la démocratie en France ? *(Question ouverte, réponses spontanées)*

27 %

Le comportement des élus : manque d'écoute, promesses non tenues, cumuls de mandats, privilèges, corruption

« Le non-respect des programmes » ; « Les élites qui nous gouvernent sont totalement coupées des réalités. » « Les privilèges que s'octroient les politiques » ; « Les magouilles » ; « Déresponsabilisation de la classe politique »

17 %

Le système politique : trop peu de place au citoyen, trop de pouvoir au Président ou au gouvernement, trop centralisé, sans séparation des pouvoirs, etc.

« Absence de consultation de la population en dehors des échéances électorales » ; « Le 49-3 » « La constitution ne prévoit pas pour le peuple de moyen légal de contester l'action des représentants »

12 %

La crise, le chômage, les inégalités, les liens entre élites économiques et politiques

« Les riches et les pauvres » ; « Trop d'inégalités » ; « Chômage » ; « Pas de vraie égalité » ; « Oligarchie »

12 %

Le manque de vivre-ensemble, de fraternité, de civisme, les discriminations

« L'intolérance, la peur de l'autre » ; « Le racisme sous toutes ses formes » ; « Peuple individualiste »

11 %

Le comportement de minorités contre l'intérêt général, la laïcité : corporatismes, manifestations et blocages, communautarismes, etc.

« La montée du communautarisme » ; « Abus du droit de grève, manifestation bloquante, dégradations »

9 %

Des libertés individuelles de plus en plus remises en cause : lois liberticides, Etat d'urgence, médias censurés ou sans indépendance, etc.

« Atteintes aux libertés » ; « Liberté d'expression bridée » ; « État d'urgence, restrictions des mouvements »

7 %

Le non-respect des lois : délinquance, laxisme, justice inefficace ou partiale, etc.

« Justice à plusieurs vitesses » ; « Violences » ; « Zones de non-droit » ; « Fraude sociale »

4 %

Un Etat trop lourd : trop de lois, trop d'impôts, trop d'aides

« Les taxes abusives » ; « Travailleurs écrasés par les taxes » ; « Trop de social » ; « Assistanat »

2 %

Le terrorisme, les attentats

« Attentats » ; « Les attaques extérieures, les provocations contre les libertés »

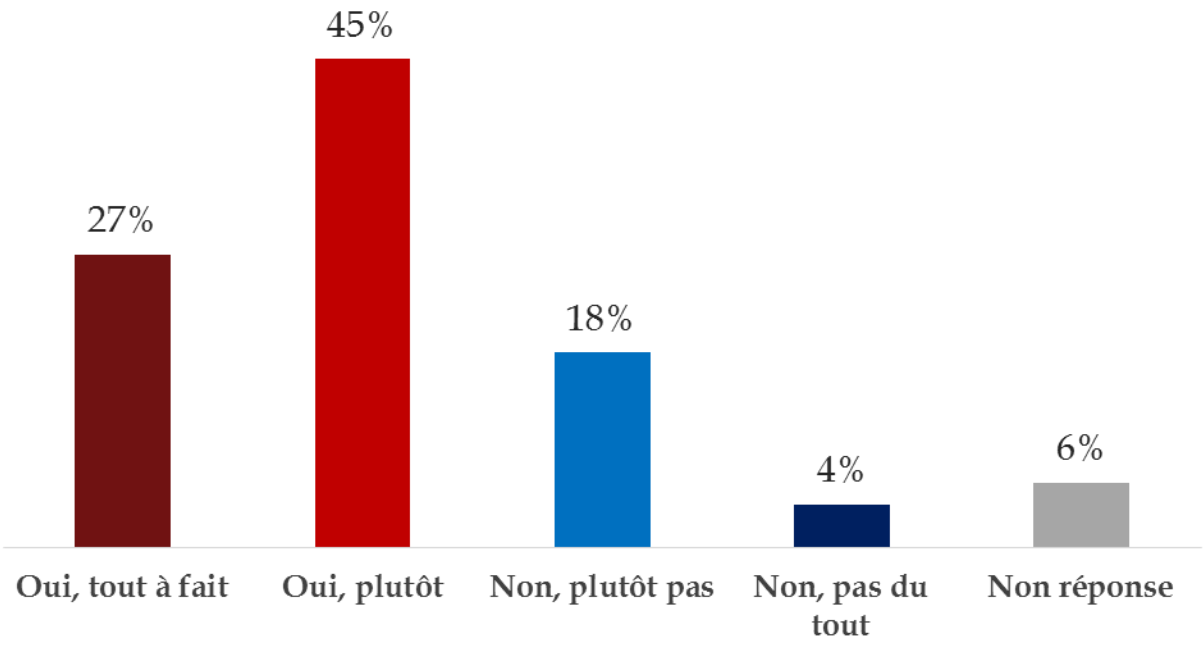
Rien / Ne sait pas : 17 %

Les risques à court terme pour la démocratie (1/2)

Pensez-vous que la démocratie française pourrait être vraiment remise en cause dans les années à venir ?

Sous-total « Oui » 72 %

Sous-total « Non » 22 %



Base ensemble : 1006 personnes

Les risques à court terme pour la démocratie (2/2)

Aux personnes pensant que la démocratie pourrait être remise en cause : De quelle manière pensez-vous que la démocratie française pourrait être remise en cause dans les années à venir ? Par qui ? Par quoi ? Comment ? *(Question ouverte, réponses spontanées)*

23 %

À cause de l'extrémisme, du populisme, de la xénophobie

« Par certains élus Front National ou droitisants, s'ils avaient la maîtrise de l'exécutif » ; « La démocratie pourrait être remise en cause par un parti d'extrême-droite, à cause du laxisme des dirigeants actuels. »

19 %

Par les citoyens, le peuple, une révolution ou un mouvement populaire

« Par le peuple s'il se réveille, en diminuant le nombre de politiques et en les contrôlant mieux. » « La révolution comme en 1789 » ; « Par les agriculteurs, les syndicats, les jeunes » ; « Par un ras-le-bol général »

14 %

Par les pratiques politiques, les abus, des décisions contraires à la volonté générale

« En n'écoutant plus la population et en faisant passer des lois en force » ; « Par les prises de position de nos gouvernants qui vont en sens inverse de la démocratie. » ; « Un fossé se creuse entre les décideurs et le reste de la population, un autoritarisme s'installe progressivement, sous couvert de l'Etat d'urgence. »

14 %

Par le terrorisme, l'islamisme, les intégristes religieux

« En se pliant devant les intégristes » ; « La peur imposée par les attentats » ; « Par l'islamisation de la France »

7 %

Par une menace étrangère (guerre, domination économique, immigration…)

« Si on laisse les frontières ouvertes » ; « Les pays du pétrodollar en imposant leur dictat »

6 %

Par l'affaiblissement de l'autorité de l'État : laxisme, insécurité, troubles sociaux

« Grèves » « Laxisme » « Sous prétexte d'être le pays des droits de l'Homme, on accepte tout et n'importe quoi. »

5 %

Par les lois liberticides, la censure, le contrôle croissant des citoyens

« Par l'arrivée au pouvoir de certains politiques qui sous prétexte de sécurité prendraient des décisions non conformes aux valeurs Républicaines et menaceraient nos libertés fondamentales. »

5 %

Par une guerre civile, une prise de pouvoir d'un groupe par la violence

« Guerre civile » ; « Coup d'État » ; « Prise de pouvoir par l'armée » ; « Des anarchistes obscurantistes »

4 %

Par le délitement de la société, du vivre-ensemble, des valeurs républicaines

« Les tensions internes françaises vont diviser le pays. » ; « La méchanceté des gens » ; « L'abandon de la laïcité »

4 %

Par une crise économique et l'accentuation des inégalités

« Au niveau social car suite à la crise économique continue, les Français sont de plus en plus démunis. »

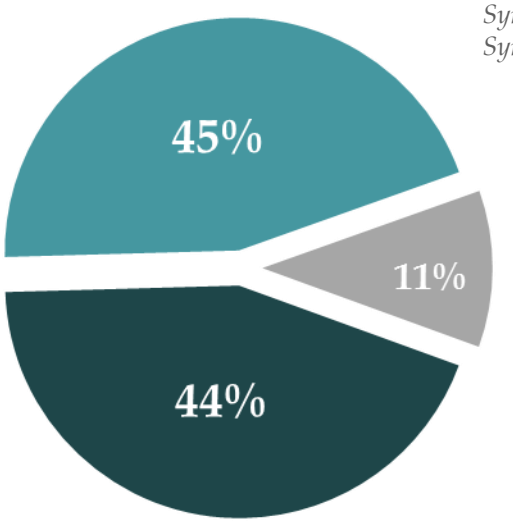
Ne sait pas : 15 %

Le temps démocratique

Aujourd'hui, pensez-vous que la démocratie devrait surtout permettre… ?

De prendre les décisions plus rapidement
sur les sujets importants

Sympathisants de gauche 38 %
Sympathisants de droite et du centre 53 %
Sympathisants du Front National 56 %



Non réponse

De prendre davantage le temps de débattre
sur les sujets importants

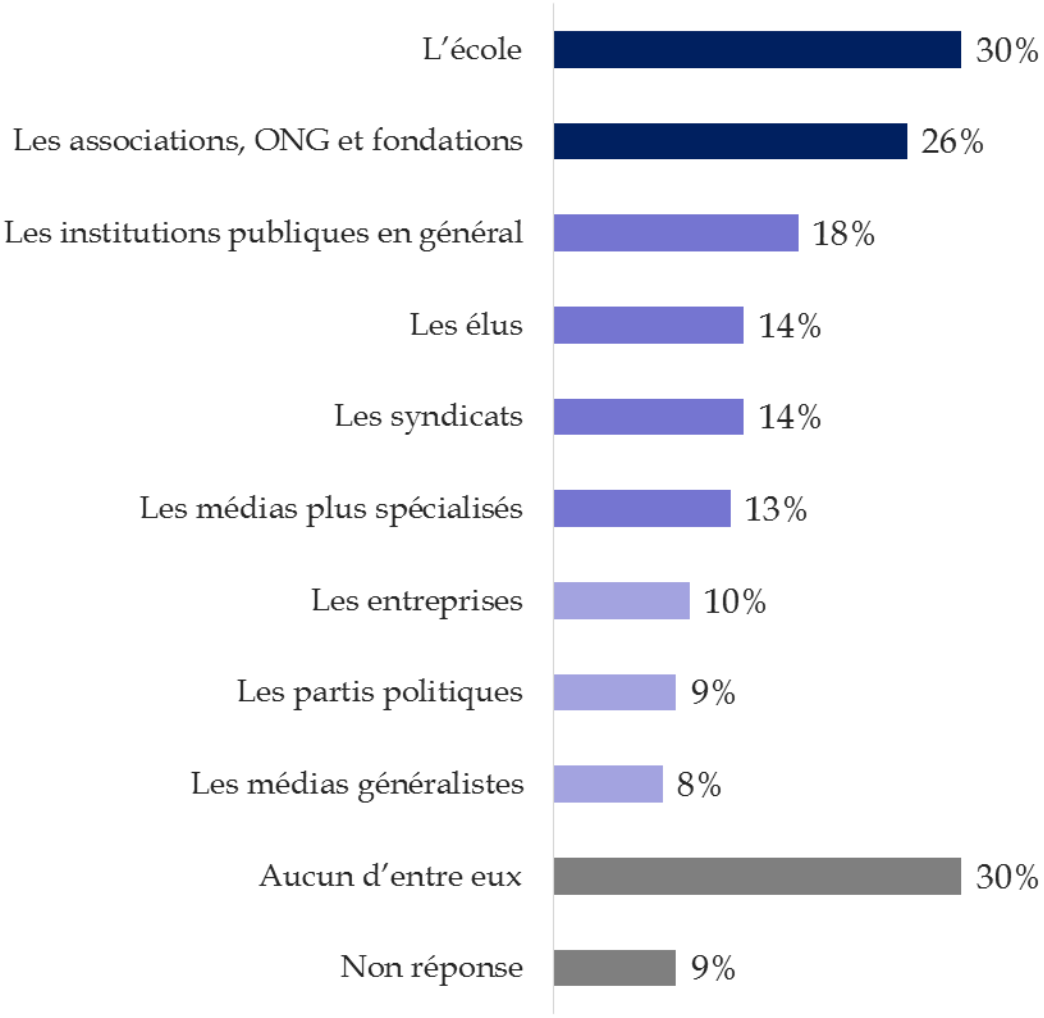
Sympathisants de gauche 57 %
Sympathisants de droite et du centre 40 %
Sympathisants du Front National 31 %

Base sympathisants de gauche : 215 personnes
Base sympathisants de droite et du centre : 268 personnes
Base sympathisants FN : 137 personnes

Base ensemble : 1006 personnes

Les acteurs pour promouvoir la démocratie

Parmi les acteurs suivants, à qui faites-vous le plus confiance pour promouvoir la démocratie en France ?



Quatre réponses possibles, total supérieur à 100 %

Base ensemble : 1006 personnes

Le rôle des médias pour la démocratie

Qu'attendez-vous des médias en particulier pour promouvoir la démocratie en France ?
(Question ouverte, réponses spontanées)

33 %
Une information neutre, objective, impartiale, pas censurée
« Qu'ils soient neutres et professionnels » ; « Ne rien cacher! » ; « Une vraie liberté de parole » « Information, objectivité, indépendance » ; « De l'impartialité. Il est difficile d'être impartial quand ce sont les grosses boîtes ou lobbies qui vous font vivre avec la publicité »

16 %
Une plus grande indépendance par rapport au pouvoir, aux élites économiques
« Avoir une parole qui ne reflète pas uniquement les idées du pouvoir en place » « Se tenir à distance du pouvoir » ; « Qu'ils soient vraiment indépendants des puissances financières »

14 %
Être plus responsable, moins axé sur le sensationnel et l'audience
« De se responsabiliser un peu et de ne pas courir après des absurdités afin de faire de l'audience » « Ne pas monter en épingle des faits qui ne le valent pas et qui montent les gens les uns contre les autres. »

12 %
Une information fiable : vérifier les faits, les sources
« Des faits factuels » ; « Être transparent » ; « Qu'ils disent la vérité et rien d'autre » ; « Travail d'investigation »

9 %
Davantage de pédagogie et d'analyse des enjeux démocratiques et politiques
« Les médias doivent aider les citoyens à pouvoir comprendre le monde et non pas à le subir. » « Oublier l'immédiateté et les faits divers, réfléchir, argumenter, expliquer, éduquer, proposer. »

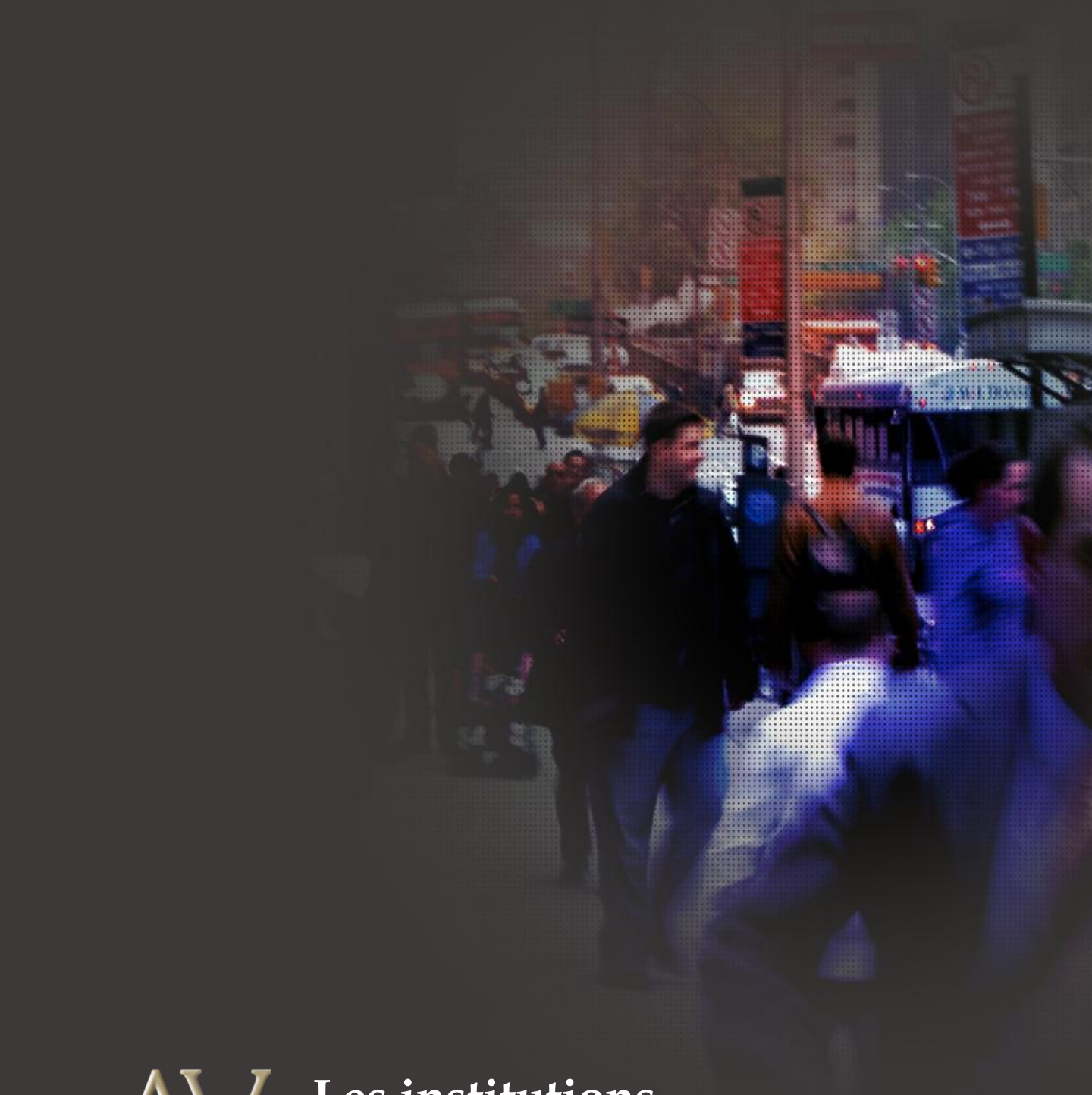
8 %
Un rôle de contre-pouvoir : être engagé, dénoncer les abus, les mensonges
« Exposer les secrets d'État » ; « Ne rien laisser passer, alerter les citoyens sur toutes les décisions arbitraires »

7 %
Donner la parole à toutes les sensibilités / les idées, des débats contradictoires
« Pluralisme d'opinions » ; « Plus de débats » ; « Donner les différents points de vue, pas toujours le même. »

3 %
Donner davantage la parole aux citoyens ordinaires, et pas uniquement aux élites
« Qu'ils soient la voix du peuple. » ; « La presse écrite peut écrire tout ce que le peuple n'ose pas dire tout haut. »

3 %
Véhiculer des valeurs démocratiques, républicaines, collectives
« Propager les valeurs de démocratie » ; « Véhiculer des idées de liberté du peuple »

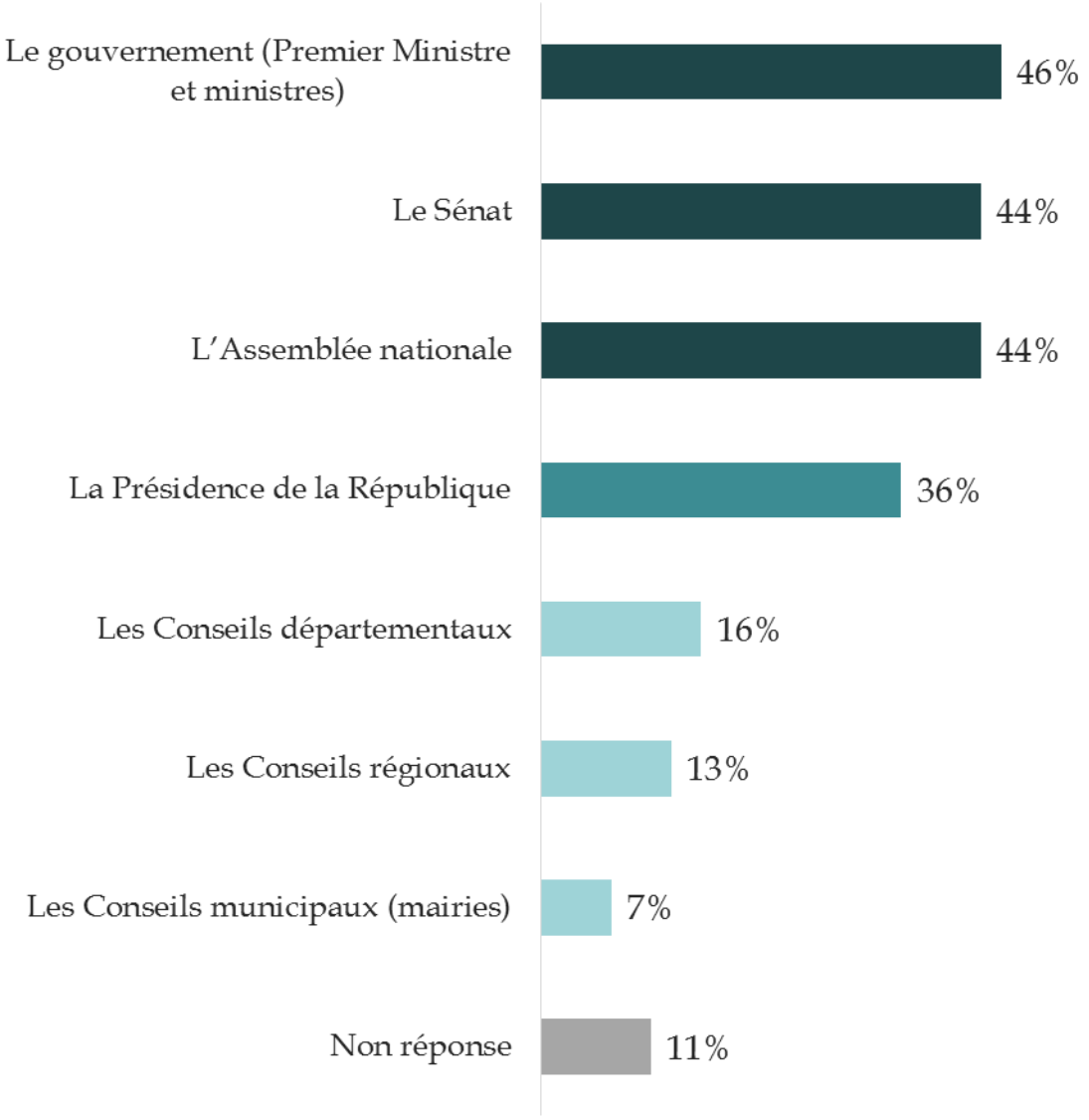
Rien / Ne sait pas : 3 %



V
Les institutions et l'équilibre des pouvoirs

Les institutions à réformer

Sans tenir compte des tendances politiques actuelles, parmi les institutions suivantes, lesquelles faudrait-il réformer en priorité, selon vous ?

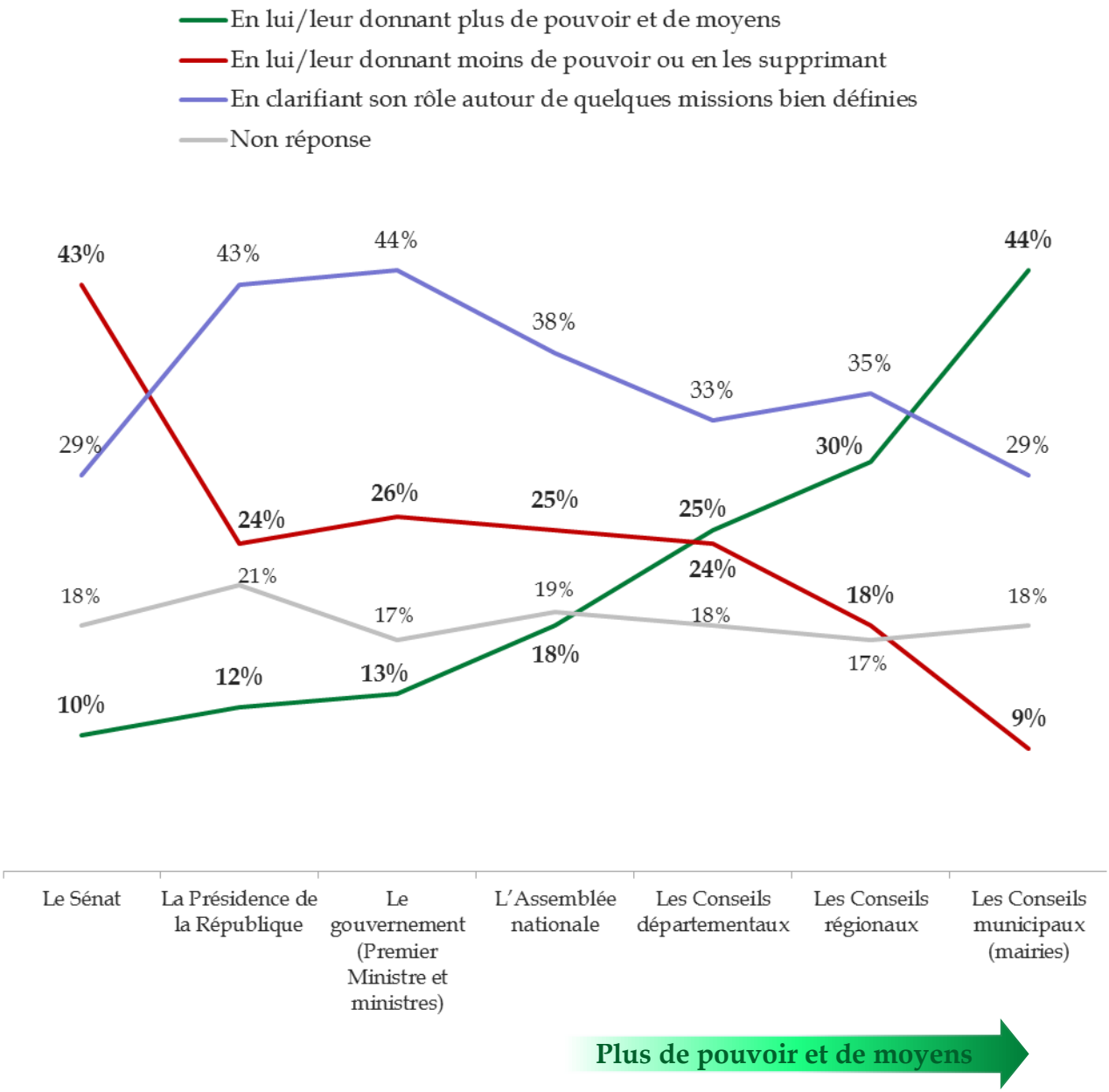


Trois réponses possibles, total supérieur à 100 %

Base ensemble : 1006 personnes

Les modalités de réforme des institutions

Pour chacune des institutions de la République suivantes, comment pensez-vous qu'il faudrait les réformer, en priorité ?



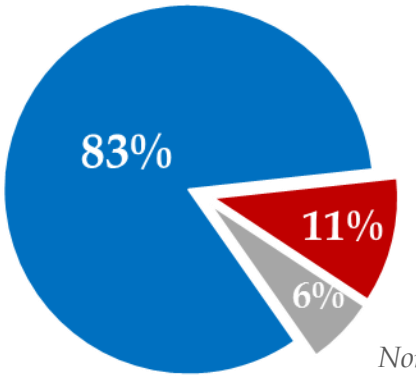
Le cumul des mandats

Une loi de 2014 sera appliquée à partir de l'année prochaine pour interdire le cumul d'un mandat parlementaire (député ou sénateur) avec un mandat exécutif local (maire, adjoint au maire, président ou vice-président de conseil régional ou de conseil départemental). À titre personnel diriez-vous que…

Vous êtes favorable à cette loi de non-cumul des mandats ?

Oui

Sympathisants de gauche 89 %
Sympathisants de droite et du centre 83 %
Sympathisants du Front National 84 %



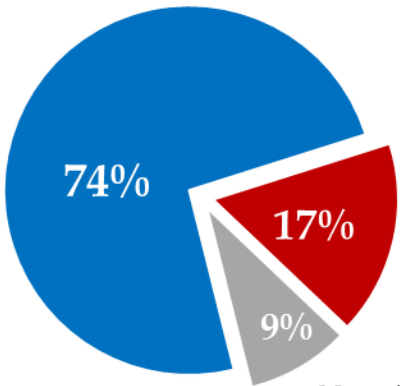
Non

Non réponse

Vous souhaiteriez aller plus loin, en interdisant tout cumul de mandat, quel qu'il soit ?

Oui

Sympathisants de gauche 81 %
Sympathisants de droite et du centre 65 %
Sympathisants du Front National 80 %



Non

Non réponse

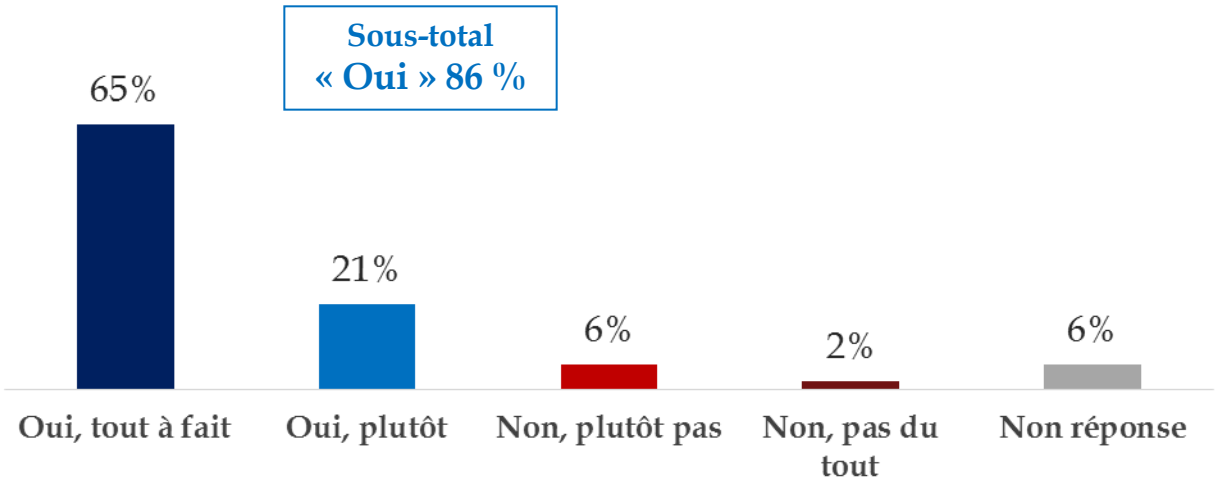
Base sympathisants de gauche : 215 personnes
Base sympathisants de droite et du centre : 268 personnes
Base sympathisants FN : 137 personnes

Base ensemble : 1006 personnes

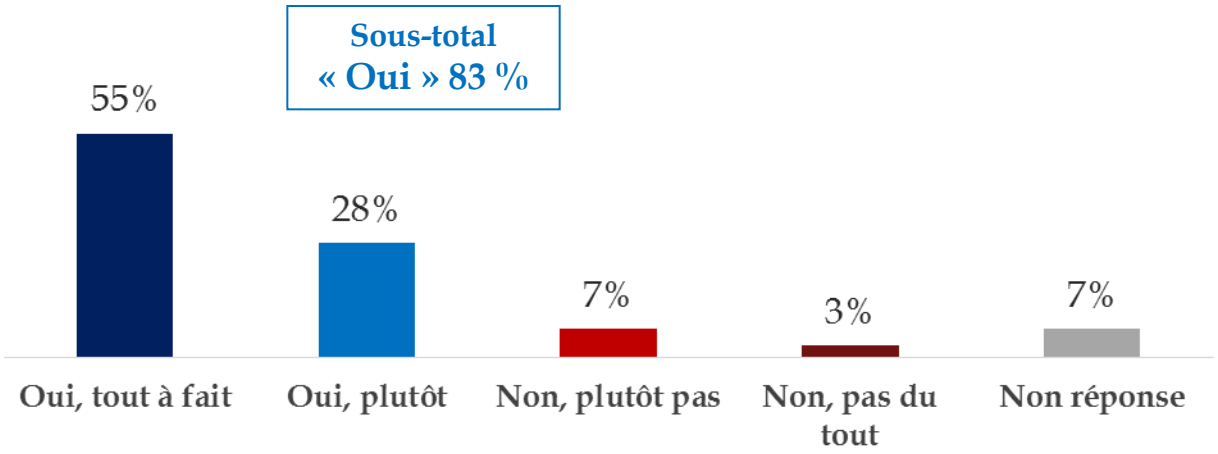
Limiter le nombre de parlementaires

Diriez-vous que limiter le nombre de parlementaires (députés et sénateurs)… ?

Est souhaitable ?



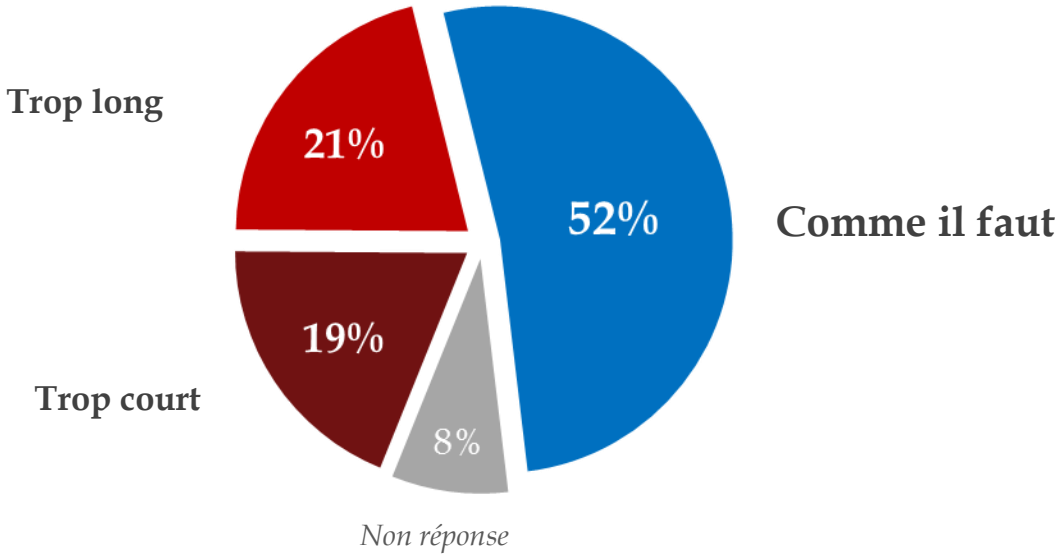
Permettrait d'améliorer l'efficacité du travail parlementaire ?



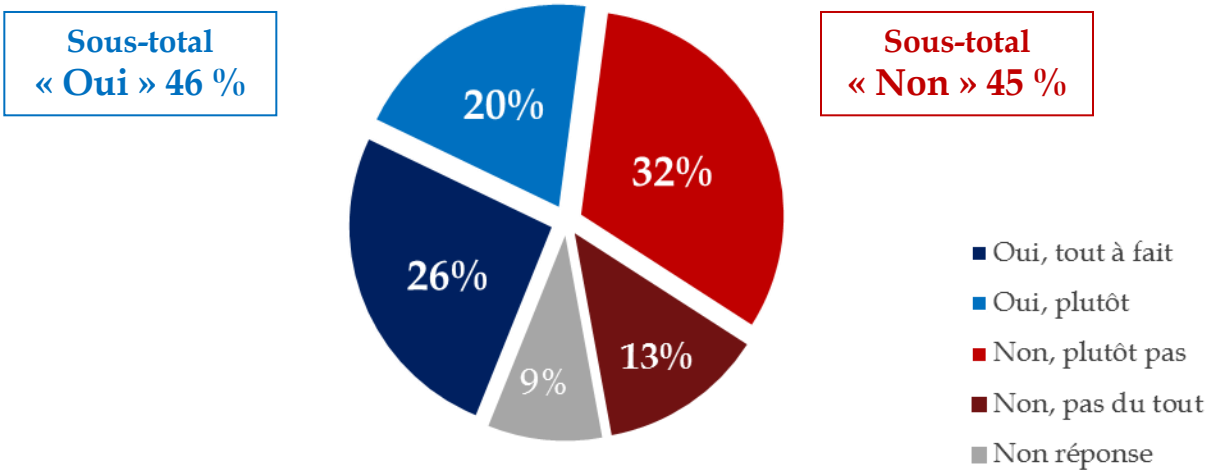
Base ensemble : 1006 personnes

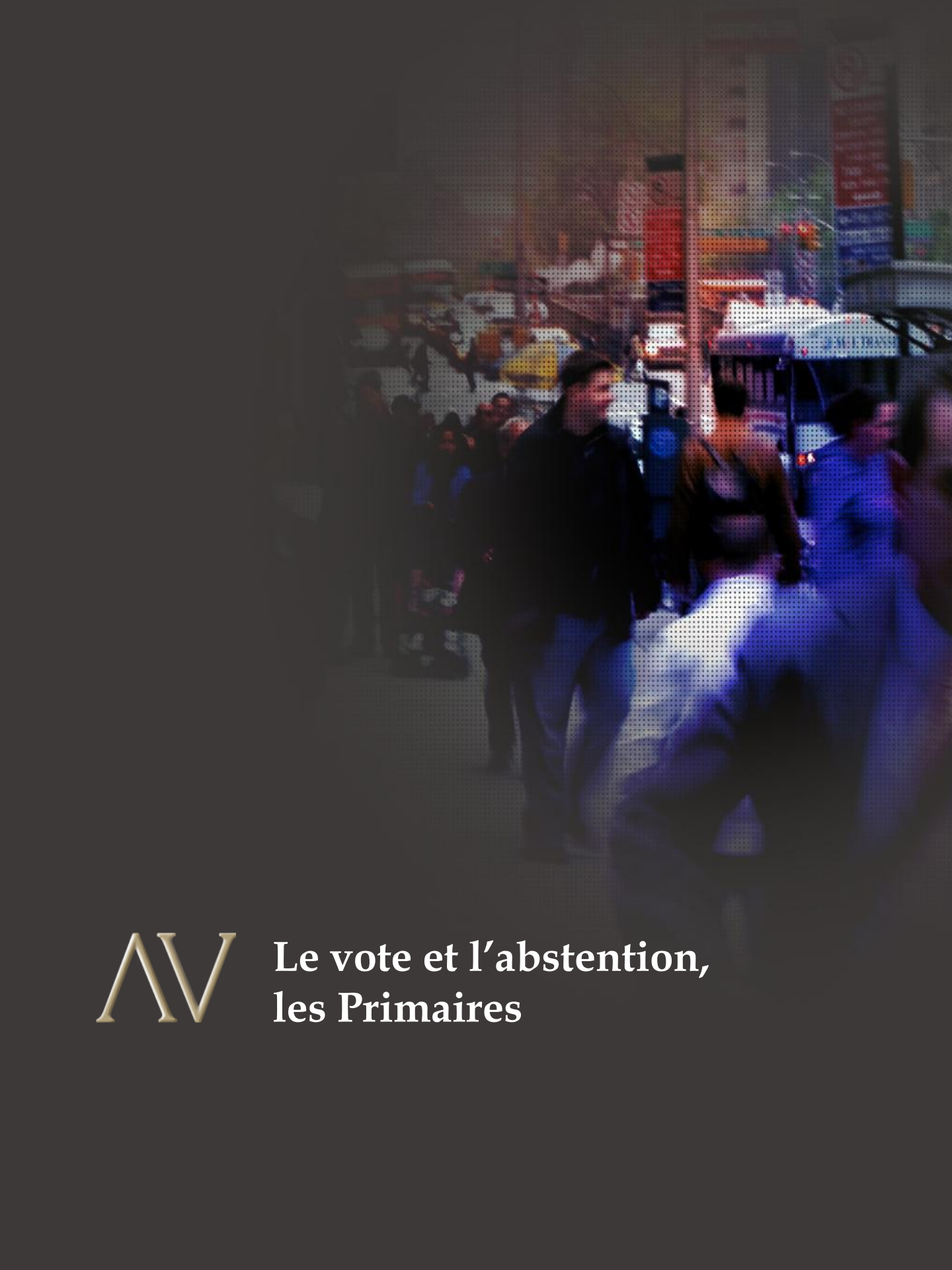
Le mandat présidentiel

Le mandat du Président de la République est actuellement de 5 ans, renouvelable une seule fois. Diriez-vous que ce mandat est… ?



Seriez-vous favorable à ce que le mandat du Président de la République ne soit plus renouvelable, c'est-à-dire qu'un Président élu ne puisse plus se présenter à l'élection suivante ?

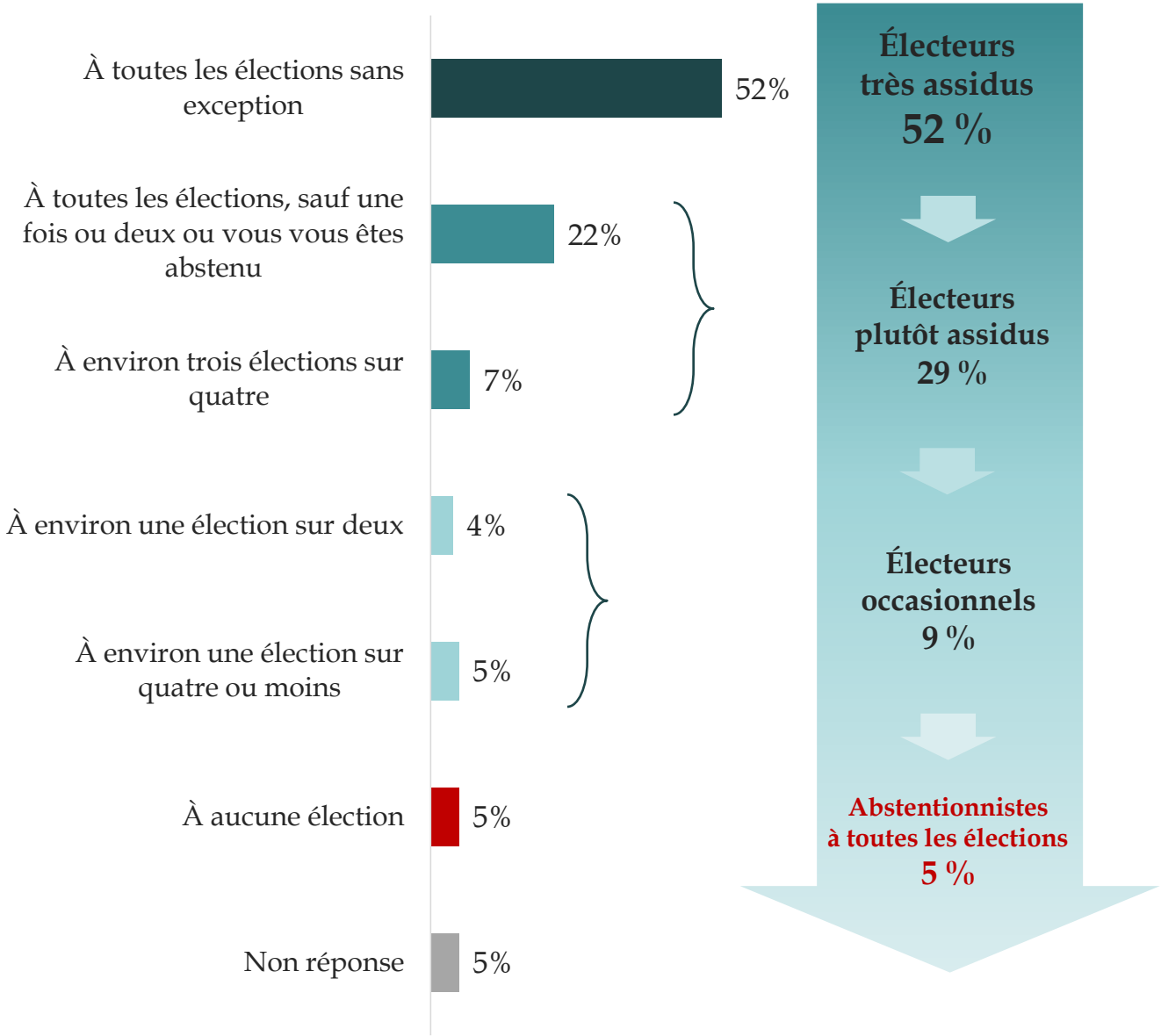




Le vote et l'abstention, les Primaires

La fréquence du vote

À titre personnel, à quelle fréquence avez-vous voté au cours des dix dernières années, quelle que soit le type d'élection (présidentielle, législatives, régionales, cantonales, municipales, européennes ou référendums)… ?



Base ensemble : 1006 personnes

La fréquence du vote - ventilations

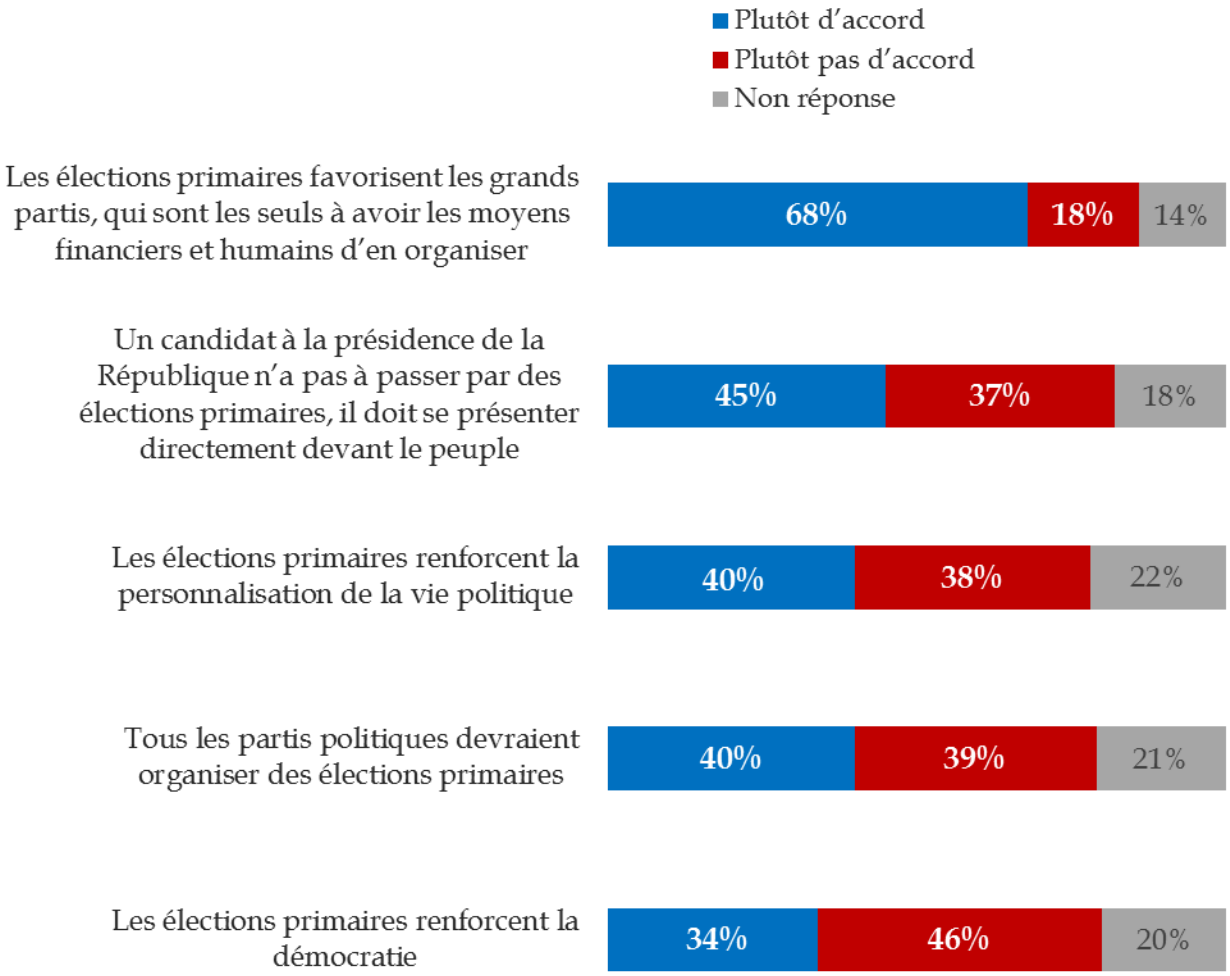
En %	**Électeurs très assidus**	Électeurs plutôt assidus	Électeurs occasion-nels	Abstention-nistes à toutes les élections	Non réponse	*Total*
Ensemble	**52**	**29**	**9**	**5**	**5**	**100**
18-24 ans	**30**	27	21	13	9	100
25-34 ans	**27**	38	16	6	13	100
35-49 ans	48	32	12	5	3	100
50-64 ans	**62**	30	3	3	2	100
65 ans et plus	**75**	18	3	2	2	100
Catégories aisées (CSP+)	50	35	10	2	3	100
Catégories populaires (CSP-)	**42**	33	13	6	6	100
Sympathisants de gauche	57	32	8	3	-	100
Sympathisants de droite et du centre	58	30	8	3	1	100
Sympathisants Front national	**63**	22	6	5	4	100

Base ensemble : 1006 personnes

L'adhésion au principe des Primaires

Les élections primaires, ou simplement « Primaires », sont des élections permettant à un parti politique (ou à une coalition de partis) de désigner son candidat à une élection en faisant voter un maximum de citoyens sympathisants, au-delà de ses seuls adhérents. Une élection primaire a par exemple été organisée par le Parti socialiste en 2006 et 2011, et des élections primaires seront organisées en novembre prochain par le parti Les Républicains, puis le Parti socialiste ou encore Europe-Ecologie-les-Verts pour désigner leur candidat à l'élection présidentielle de 2017.

Par rapport aux élections primaires organisées par les partis politiques, quelles qu'elles soient, êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord pour dire que… ?

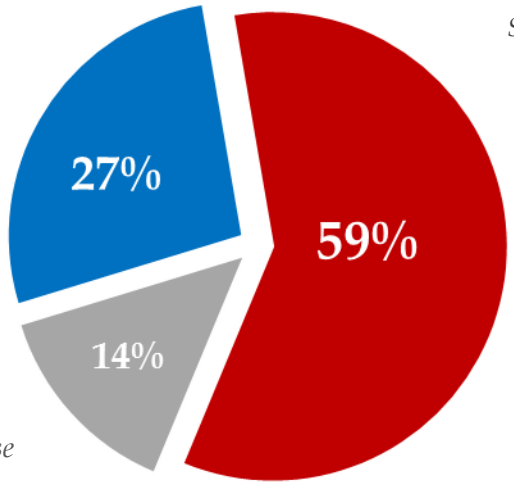


Base ensemble : 1006 personnes

Primaires et débats d'idées

Et diriez-vous plutôt des élections primaires, quelles qu'elles soient… ?

Qu'elles favorisent le débat d'idées au sein d'une famille politique



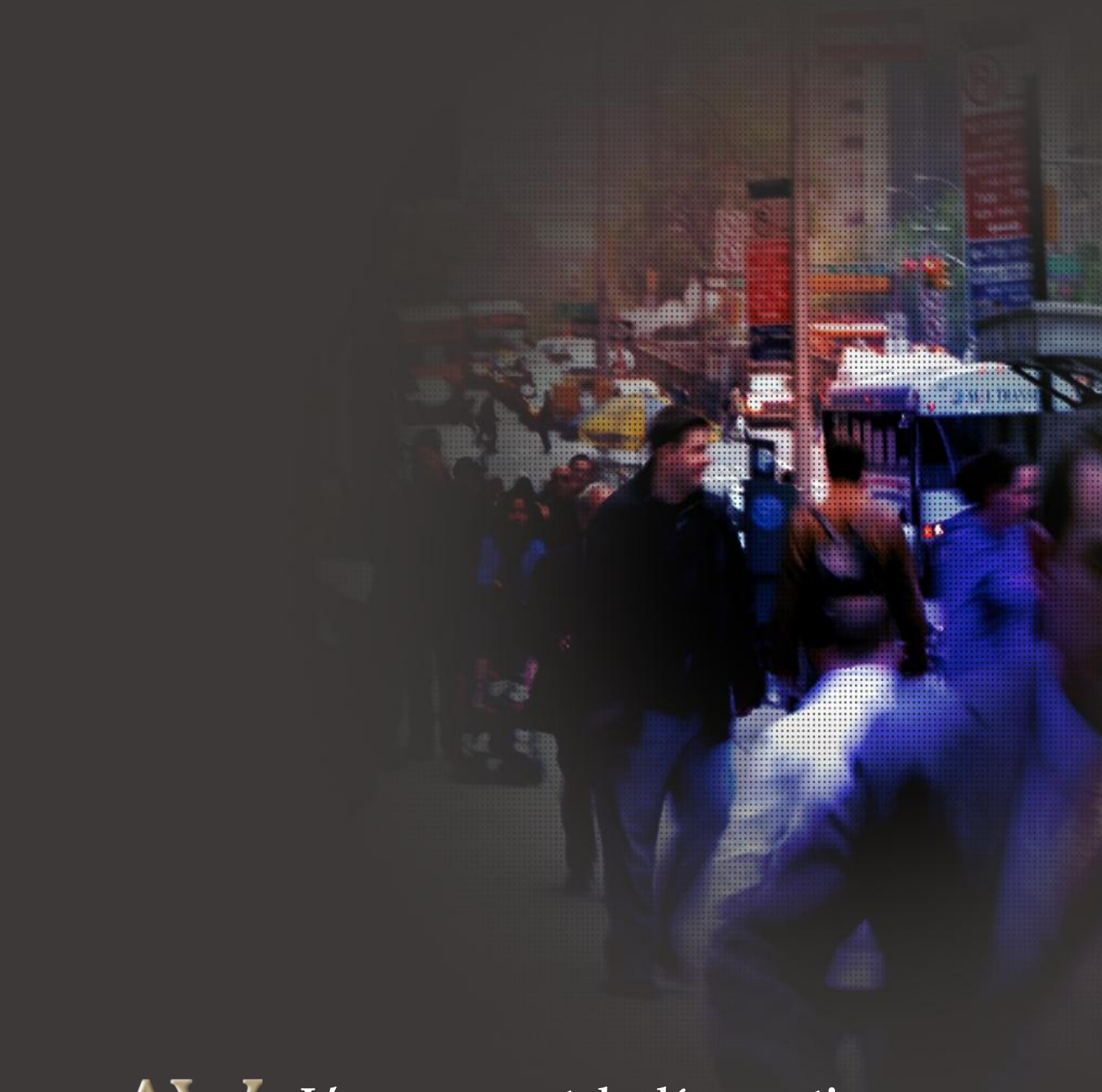
Non réponse

Qu'elles encouragent surtout les oppositions de personnalités

Sympathisants de gauche 56 %
Sympathisants de droite et du centre 56 %
Sympathisants du Front National 64 %

Base sympathisants de gauche : 215 personnes
Base sympathisants de droite et du centre : 268 personnes
Base sympathisants FN : 137 personnes

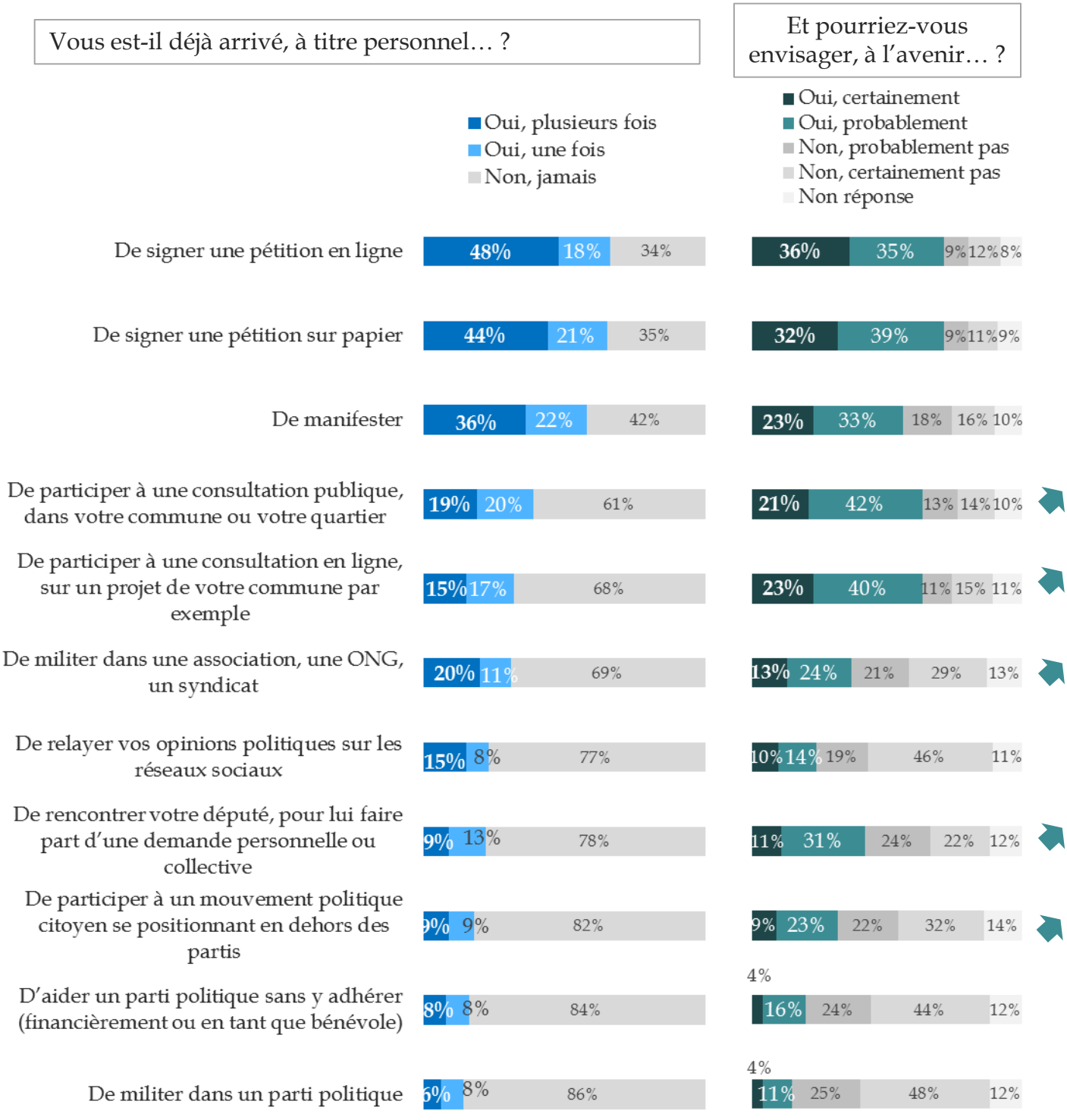
Base ensemble : 1006 personnes



V

L’engagement, la démocratie participative et la démocratie directe

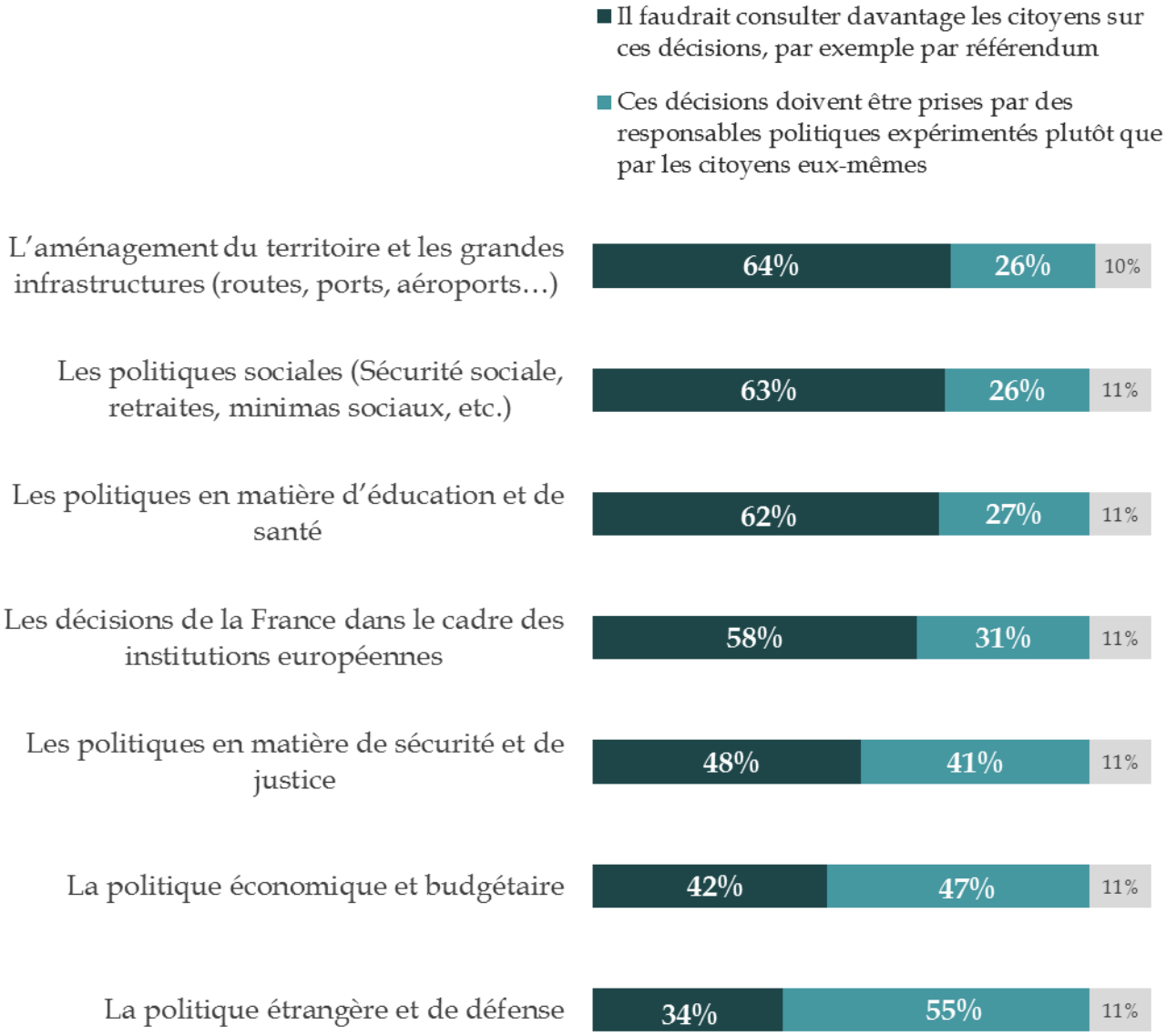
L'engagement civique et politique



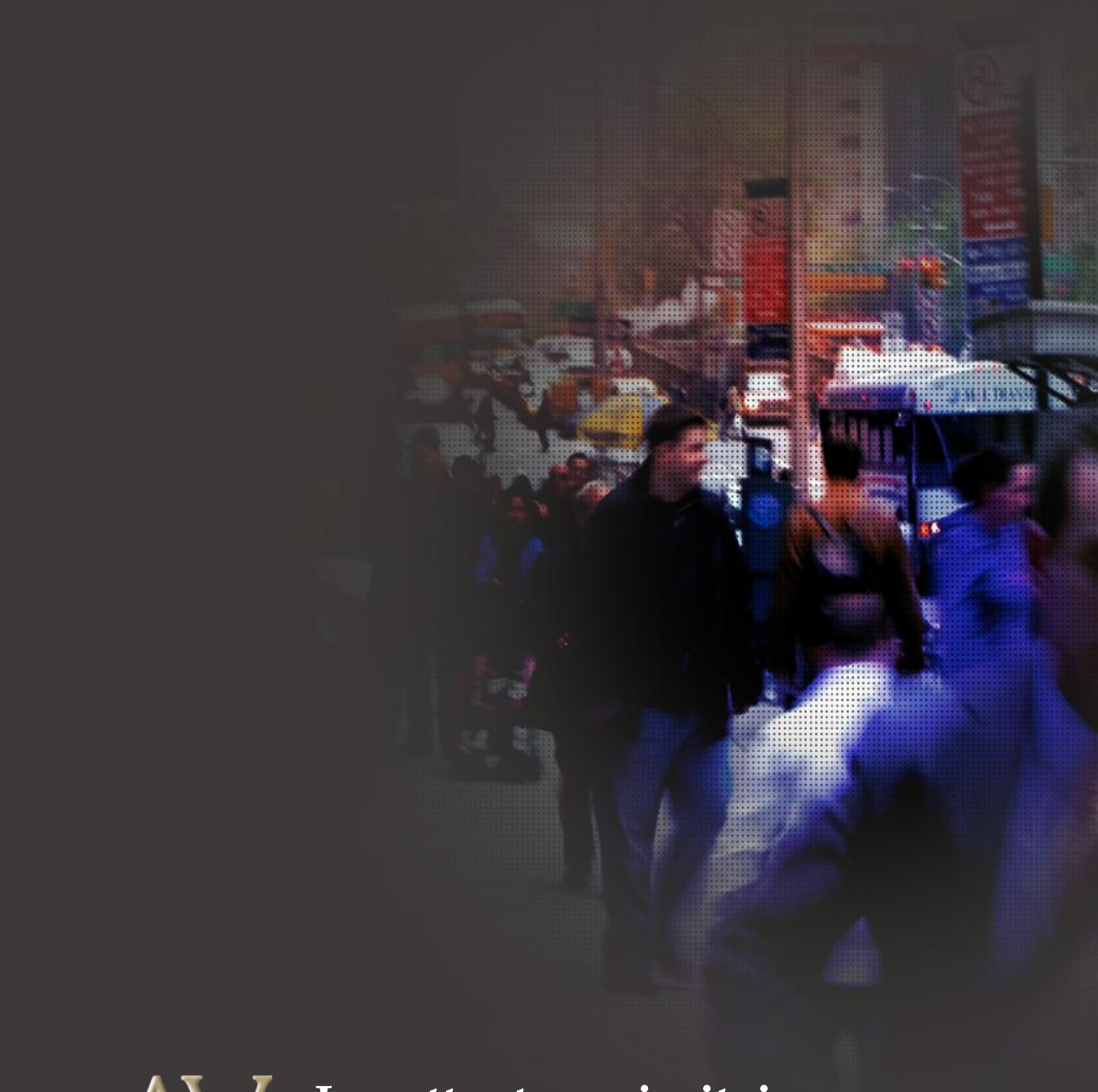
Base ensemble : 1006 personnes

Le recours au référendum

Pour chacune des politiques publiques suivantes, pensez-vous qu'il est souhaitable de consulter davantage les citoyens sur ces décisions, par exemple par référendum ou par des consultations publiques, ou au contraire que ces décisions doivent surtout être prises par des responsables politiques élus et expérimentés, en leur âme et conscience, après avoir écouté les citoyens plutôt que par les citoyens eux-mêmes ?



Base ensemble : 1006 personnes



Les attentes prioritaires pour demain

Les attentes de propositions pour 2017

Quelles sont toutes les propositions que vous attendez de la part des candidats à la prochaine élection présidentielle pour améliorer la démocratie en France ?
(Question ouverte, réponses spontanées)

24 % — **Qu'ils fassent des référendums, des consultations, des réformes institutionnelles donnant plus de pouvoir au peuple**

« Établir une forme de démocratie directe (référendum d'initiative populaire) »
« Faire respecter l'obligation des consultations publiques » ; « Des référendums sur les grandes questions »
« Revenir à la proportionnelle, supprimer le Sénat, réduire à 150 le nombre de députés, revenir au septennat non renouvelable, rendre systématique le recours au référendum d'initiative populaire »

23 % — **Qu'ils soient exemplaires, honnêtes, transparents, qu'ils tiennent leurs promesses**

« Arrêter de faire des promesses que vous savez ne pas pouvoir tenir, ne plus assimiler les électeurs à de simples pourcentages pour obtenir votre élection ou réélection » ; « L'honnêteté » ; « La transparence totale »

13 % — **Davantage d'autorité, des politiques sécuritaires, protéger les Français**

« Assurer la sécurité des citoyens » ; « Démanteler la jungle de Calais » ; « Faire appliquer les lois »

9 % — **Une promotion de l'égalité réelle : sociale, fiscale, sans privilèges**

« Action en faveur des démunis et sans-abris » ; « Aligner les régimes spéciaux sur les régimes des salariés »

9 % — **Qu'ils améliorent la situation économique et sociale (croissance, emploi, etc.)**

« De faire des réformes, de faire baisser le chômage, de réduire les impôts des classes moyennes »

7 % — **Qu'ils soient à l'écoute du peuple, des problèmes des Français, de tous les Français**

« L'écoute des désirs du peuple » ; « Prise en considération des opinions publiques »
« Que les reformes importantes soient discutées avec les Français concernés »

5 % — **Une promotion du vivre-ensemble, du respect, la lutte contre les discriminations**

« Respect de chaque individu et de ses opinions quelles que soient ses origines, respect de la constitution, respect des règles et de la devise Liberté, Égalité, Fraternité » ; « Améliorer le vivre-ensemble »

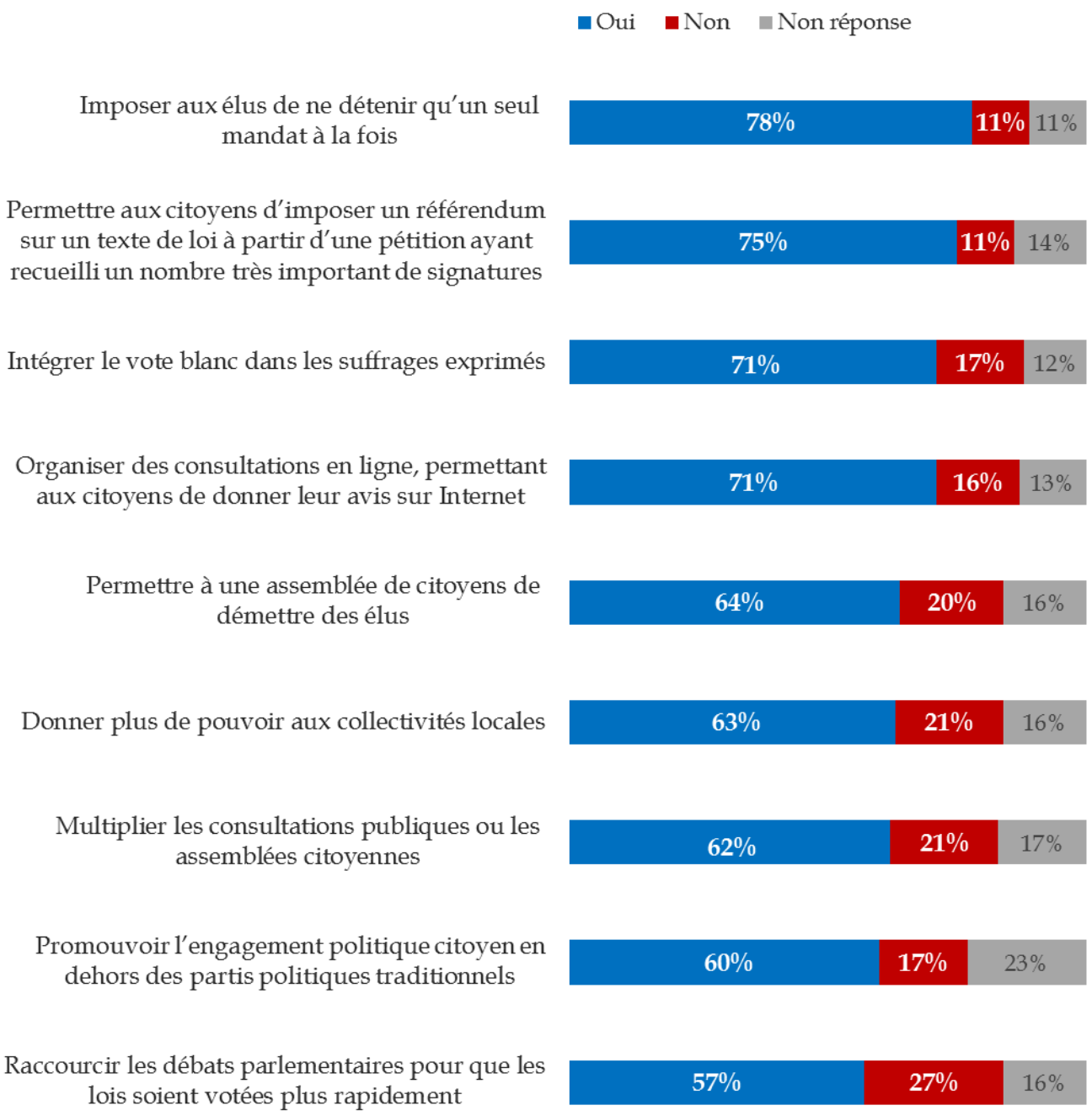
3 % — **Des réformes encourageant les institutions à promouvoir la démocratie, le civisme**

« Un service militaire ou civique obligatoire » ; « Initier la nouvelle génération à la vie civique »

Ne sait pas : 30 %

Les réformes utiles à la démocratie (1/2)

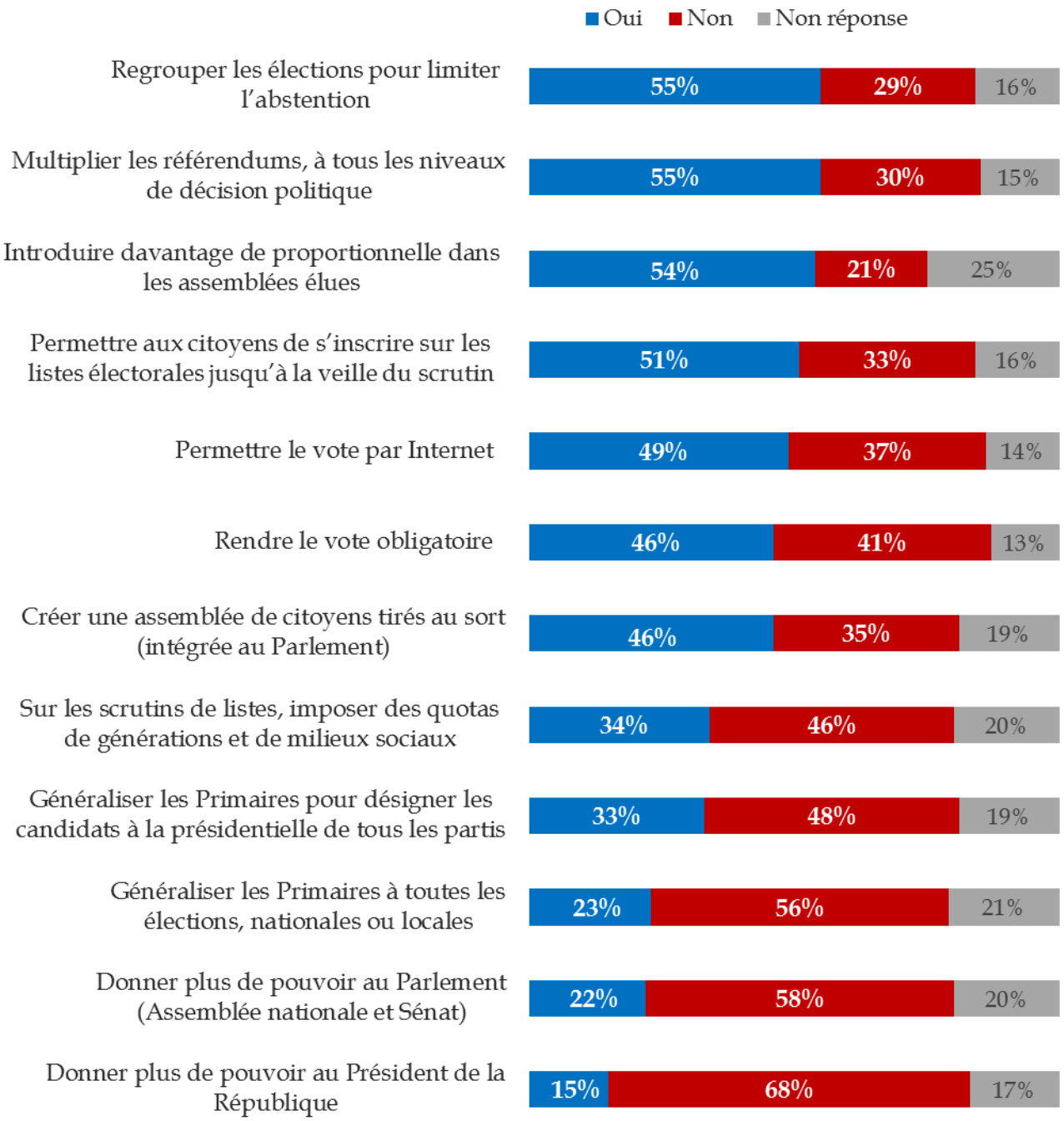
Selon vous, chacune des solutions suivantes serait-elle **utile pour la démocratie ?**



Base ensemble : 1006 personnes

Les réformes utiles à la démocratie (2/2)

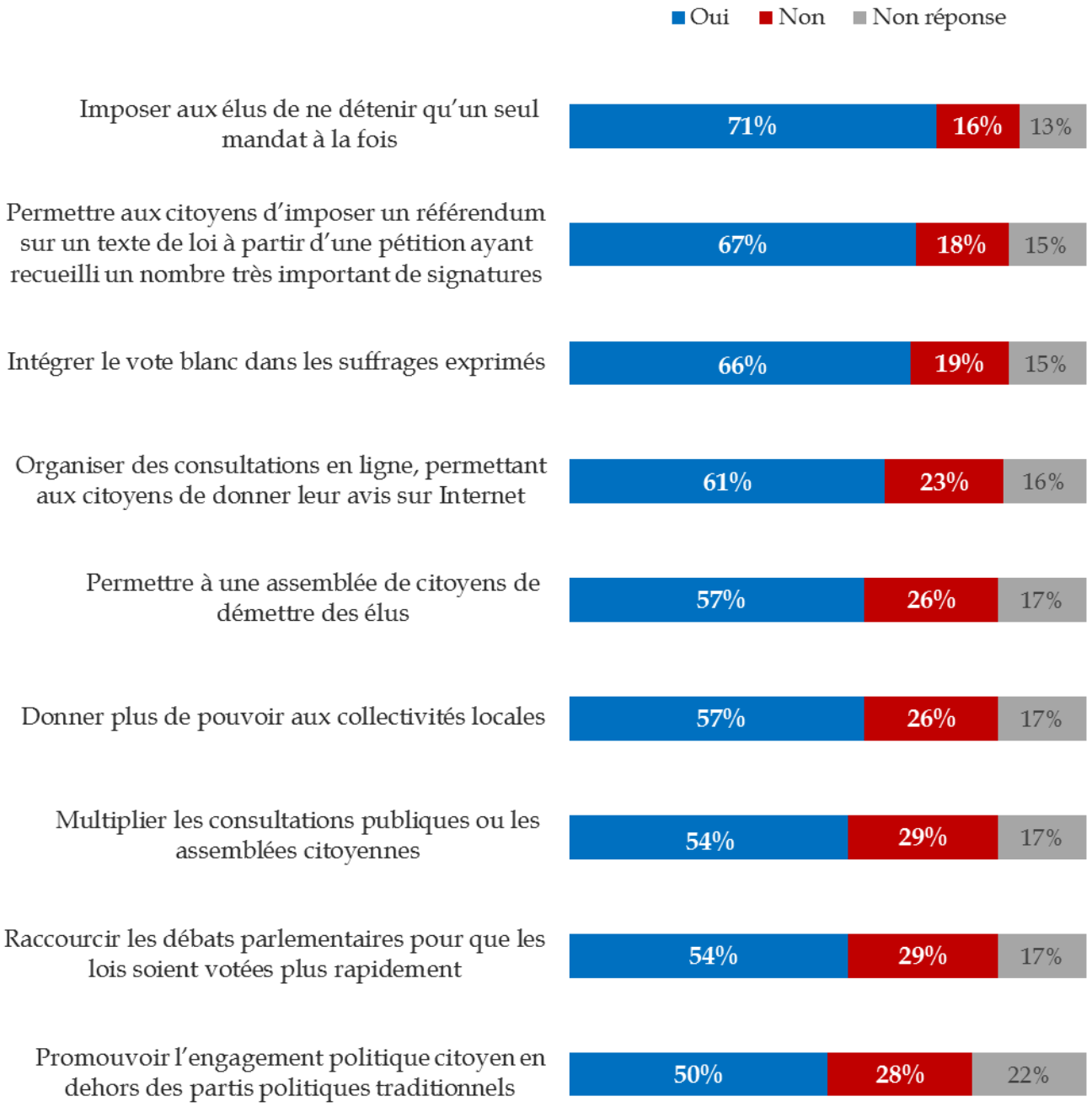
Selon vous, chacune des solutions suivantes serait-elle **utile pour la démocratie ?**



Base ensemble : 1006 personnes

Les réformes importantes pour soi (1/2)

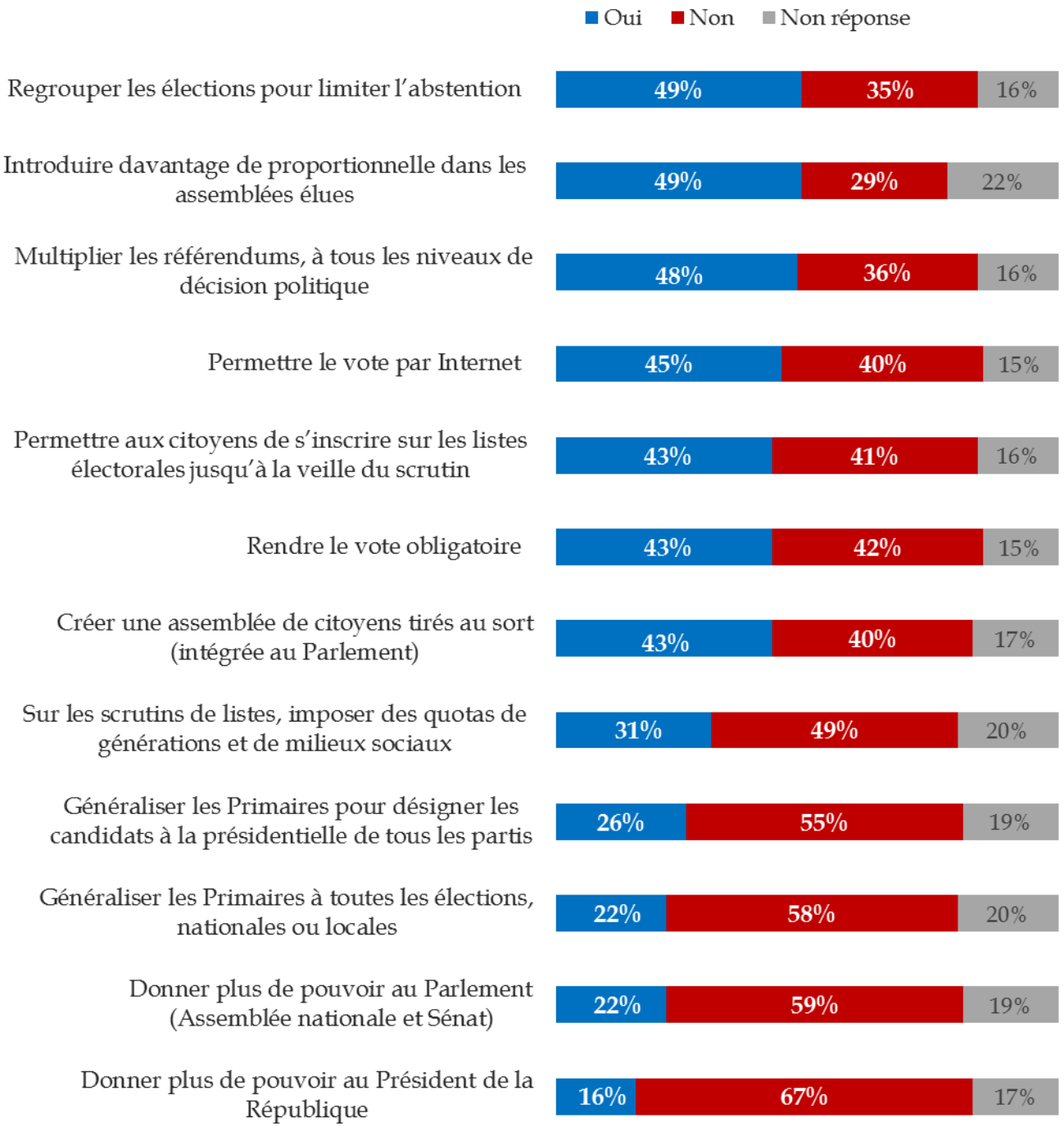
Selon vous, chacune des solutions suivantes serait-elle **importante pour vous ?**



Base ensemble : 1006 personnes

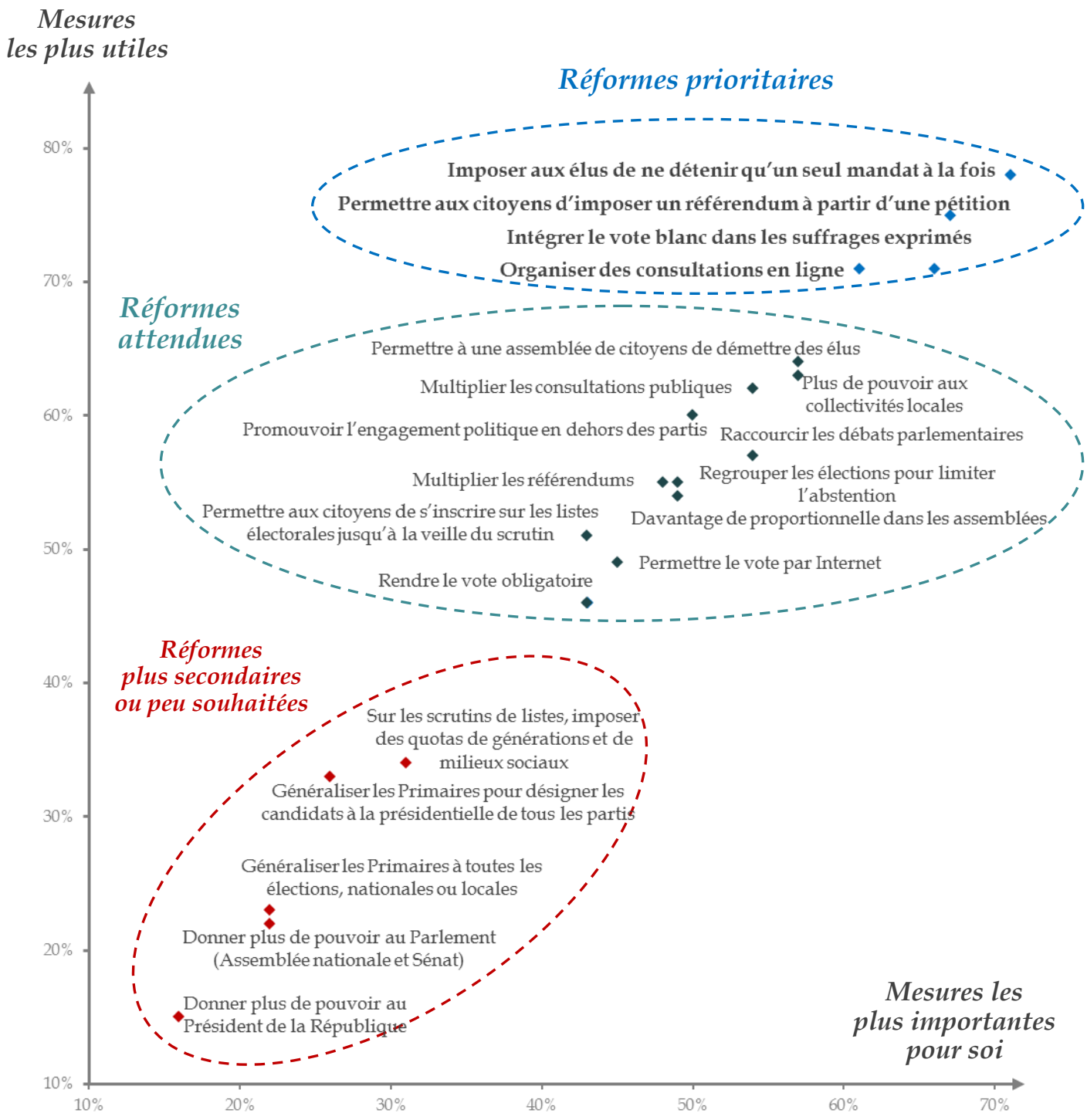
Les réformes importantes pour soi (2/2)

Selon vous, chacune des solutions suivantes serait-elle **importante pour vous ?**

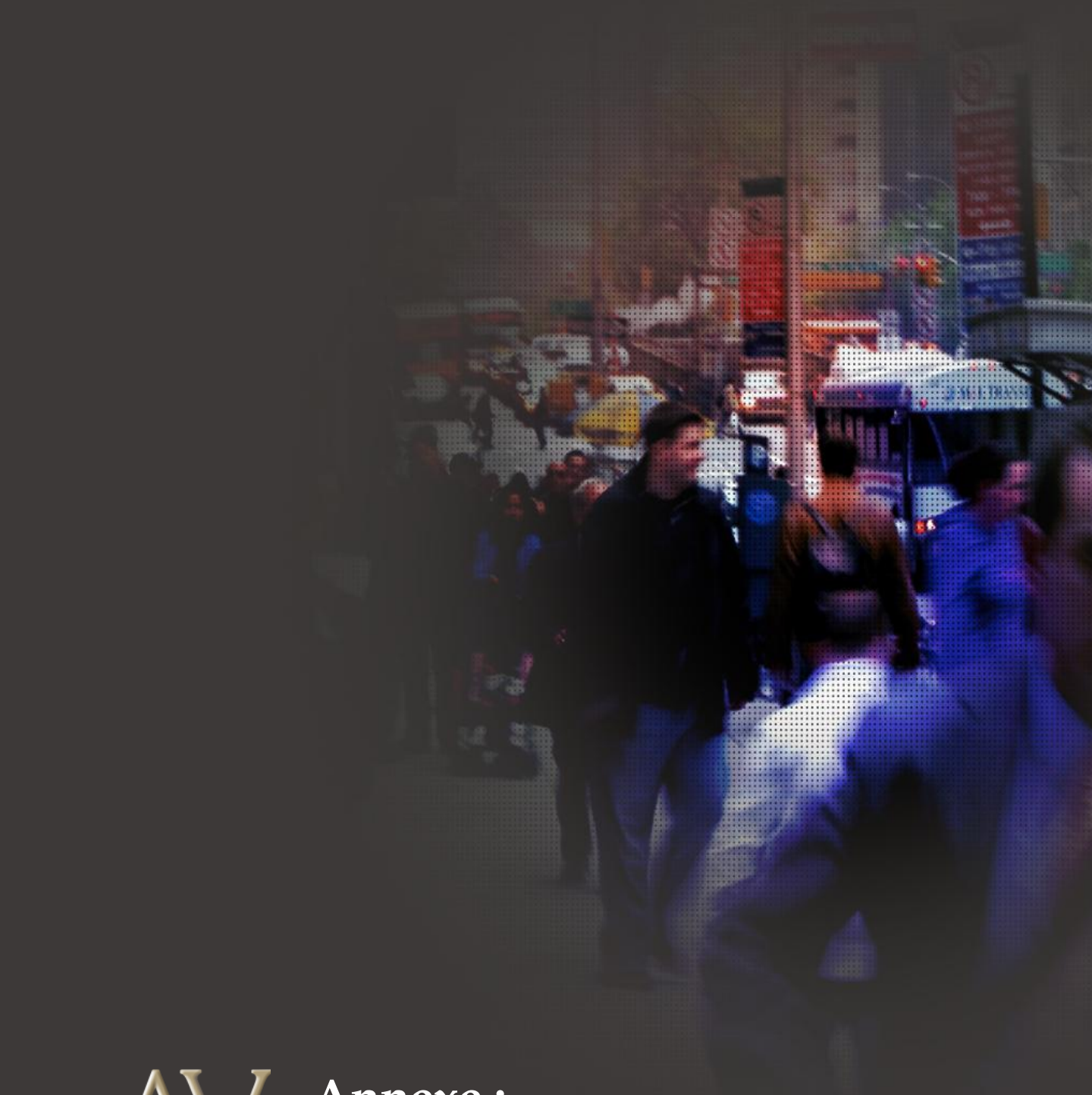


Base ensemble : 1006 personnes

Bilan : Palmarès des réformes attendues



Base ensemble : 1006 personnes



AV Annexe : note sur les marges d'erreur

Note sur les marges d'erreur

Comme toute enquête quantitative réalisée par sondage, les résultats de cette étude sont soumis à une incertitude statistique appelée marge d'erreur ou intervalle de confiance, dont l'amplitude dépend du nombre de personnes interrogées (taille de l'échantillon) et du pourcentage observé :

Taille de l'échantillon	Pourcentage observé					
	5 ou 95 %	10 ou 90 %	20 ou 80 %	30 ou 70 %	40 ou 60 %	50 %
200	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
500	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	5,0
1000	1,4	1,8	2,5	2,85	3	3,1
2000	1	1,3	1,8	2,1	2,2	2,25

Lecture du tableau : Dans le cas d'un sondage auprès d'un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage mesuré est de 20 %, la marge d'erreur est égale à 2,5. Le pourcentage réel est donc compris entre 17,5 % et 22,5 % (avec une certitude de 95 %). Si une question n'est posée qu'à un sous-échantillon de 300 personnes et si le pourcentage mesuré est de 20 %, la marge d'erreur est égale à 4,6 %. Le pourcentage réel est donc compris entre 15,4 % et 24,6 % (avec une certitude de 95 %).

VIAVOICE

« La réalité ne pardonne pas qu'on la méprise. »
Joris-Karl Huysmans

Études conseil stratégie
pour l'avenir des entreprises et des institutions
Paris - Londres - Bruxelles - Casablanca

Les récentes études d'opinion Viavoice réalisées pour
HEC, CCI France, *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Les Échos*, France Inter et France Info
sont consultables sur **www.institut-viavoice.com**
9, rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90. Viavoice est une SAS indépendante.

© Andrew Bret Wallis - Getty